Parti Socialiste
Convention nationale
15 juin 1974

Sommaire

Le président (André Boulloche) 1
Jean-Pierre Worms 1
Edouard Boeglin 3
Louis Mermaz 4
Louis Mexandeau 7
Robert Verdier 10
Marc Wolf 12
Gérard Denecker 14
Yves Durand 16
Charles Josselin 19
Jean-Pierre Chevènement 21
Pierre Joxe 23
François Mitterrand 26
Luc Soubré 35
Pierre Bérégovoy 36
Etienne Weil-Raynal 38
Pierre Mauroy 39
Pierre Mauroy 40
Robert Lussant 42
Pierre Mauroy 43

(Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de André Boulloche.

Le président (André Boulloche)
Camarades, la séance est reprise.
Nous allons poursuivre le débat commencé ce matin, dans le même esprit, c'est-à-dire que le temps de chaque orateur sera indiqué avec précision et devra être suivi d'une façon tout à fait exacte.
Je donne la parole à Jean-Pierre Worms pour cinq minutes.

Jean-Pierre Worms
Chers camarades, je voudrais intervenir simplement sur un certain nombre de points précis concernant la préparation de la rencontre d'octobre.
Je ne veux pas revenir sur les aspects considérablement positifs et l'énorme progrès qu'a constitué la campagne présidentielle. Il va de soi, je crois, qu'une

Fondation Jean-Jaurès

des dimensions de ce progrès, c'était justement le ralliement à la stratégie de l'union de la Gauche et aux options fondamentales du programme commun qui constituait la base de la campagne de notre candidat, le ralliement à cette stratégie politique de la C.F.D.T. et du P.S.U.
Il y a bien, effectivement, un problème particulier de la C.F.D.T. et du P.S.U.
En ce qui concerne tout d'abord le problème du P.S.U. est-ce qu'il faut faire la fine bouche, se crisper dans une attitude de fierté de parti, de suffisance relativement hautaine? Je crois que ce serait une erreur. Il est évident que nous avons eu raison, et que le P.S.U. a eu tort jusqu'à présent quant au choix d'une stratégie politique. Cette évidence est reconnue par tout le monde, et elle est admise par le P.S.U. lui-même.
Alors, dans ces conditions, faut-il, par les procédures que nous adoptons, demander au P.S.U. de faire publiquement amende honorable ? Faut-il faire un tri parmi ses militants ? Rassurez-vous, ce tri se fera tout seul.
Faut-il, ce qui est aussi une autre option que certains ont défendue, se borner tout simplement à enregistrer les adhésions individuelles qui viendraient d'ici ou de là, et notamment du P.S.U. ?
En fait, que vise-t-on à travers l'intégration de ces militants du P.S.U. au Parti ? On vise une sorte d'épuration ; disons, de la situation politique, de telle sorte qu'il n'y ait à Gauche qu'un seul Parti Socialiste, c'est-à-dire qu'au lendemain de cette opération ne puisse pas subsister en dehors un P.S.U. qui puisse se réclamer du maintien de la légitimité de l'ancien P.S.U.
Soyons clairs, dans ces conditions c'est bien avec le P.S.U. qu'il faut envisager les choses, en essayant d'attirer à nous le maximum de monde de ce parti.
Cela dit, il y a un certain nombre de problèmes, et je vais les voir tout de suite.
Voyons maintenant très rapidement comment se pose le problème de la C.F.D.T. Est-ce qu'il y a un problème spécifique de la C.F.D.T.? Oui, qu'on le veuille ou non, il y a un problème spécifique. D'abord, du fait d'une certaine tradition historique qui fait qu'aux yeux de l'opinion, tout le monde sait qu'il y a certains liens qui existent entre la C.G.T. et le Parti Communiste, tout le monde sait qu'il y a eu certains liens qui existaient et qui existent encore entre le Parti Socialiste, Force Ouvrière et la F.E.N., mais il y a un syndicat qui s'était toujours défini dans sa structure et dans sa position comme un parti sans relations avec les partis politiques, et si je fais le lapsus, ce n'est d'ailleurs pas indifférent, parce qu'il y avait aussi une autre originalité, une autre spécificité de la C.F.D.T. qui faisait problème, c'est que jusqu'à présent la C.F.D.T. avait une analyse qui consistait en fait à dire que le syndicalisme représentait en quelque sorte une force de rechange pour les formations politiques défaillantes.
Or il y a aujourd'hui un abandon très clair de cette analyse et de cette stratégie syndicale. C'est un élément très positif dont il faut absolument tirer parti.
Dans ces conditions, je crois qu'il y a un certain nombre de risques à éviter. D'abord, ne pas rompre les relations que nous pouvons avoir et que nous souhaitons développer avec les autres formations. Je crois que beaucoup plus que d'une adhésion de militants de la C.F.D.T., il faut parler très concrètement d'un élargissement des partis vers des militants syndicaux et de formations,

mouvements et associations diverses, que nous souhaitons encourager.
De la même façon, je crois que ce serait une erreur de présenter cela comme un regroupement du Socialisme. Là dessus, Motchane a dit des choses excellentes, auxquelles j'adhère totalement. Je crois qu'en revanche, il est absolument indispensable de préciser, à l'occasion de la rencontre d'octobre, un certain nombre de points qui peuvent fonder effectivement le rapprochement avec ces militants, et en même temps qui peuvent nous permettre de répondre à certaines interrogations de l'opinion vis à vis du prolongement de notre Parti.

Le président - Ton temps de parole est épuisé, je te demande de bien vouloir conclure.

Jean-Pierre Worms - Je conclurai simplement en souhaitant que les trois points de la rencontre d'octobre soient : en premier lieu, le pouvoir dans l'entreprise, et le mode de régulation des conflits de pouvoir. Parlons concret, et n'employons pas des termes magiques. Le pouvoir dans l'entreprise et la régulation des conflits de pouvoir. Notre conception de l'état, et notre conception de la gestion et de l'économie. Je crois que c'est à ces trois niveaux qu'en ce qui concerne l'avenir, après le programme commun, il y a interrogation. C'est là dessus aussi que nous pouvons éventuellement nous rapprocher avec ces forces qui nous rejoignent, et je pense que si l'on prend par ailleurs les précautions pour assurer la démocratie dans tout le processus, cette opération ne peut être que positive pour le Parti Socialiste et pour la Gauche tout entière.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Boeglin pour trois minutes. Si Boeglin excède son temps, Yves Durand est d'accord pour lui donner quelques minutes du sien.

Edouard Boeglin
Mes camarades, ce qui apparaît le plus positif au lendemain du 19 mai, c'est le grand courant populaire qui s'est dégagé dans l'opinion, ce courant qui se traduit par de très nombreuses adhésions, y compris dans nos départements alsaciens qui furent pourtant longtemps des départements difficiles pour la Gauche.
Oui, le Parti se renforce. Mais déjà, de nouveaux problèmes se posent, ou plutôt nous sont posés : élargissement ou renforcement, et plus précisément élargissement par des négociations d'état-major - il parait que cela existe - ou renforcement à la base. Elargissement qui s'inspirerait de la conjoncture ou d'une conjoncture récente, ou renforcement sur une base idéologique précise.
Et puis il faut répondre à d'autres questions. Elargissement avec qui ? Pour quoi faire ?
Avec qui ? J'ai déjà dit, il y a quelque temps - c'était au lendemain des journées du Mouvement réformateur - que toute ébauche de langage commun avec les libéraux centristes me paraissait inutile, et pour tout dire dérisoire. Depuis, les Réformateurs sont au gouvernement, et nous n'avons pas à nous préoccuper des démarches solitaires de M. Jeannenet et de M. Pisani et de quelques gaullistes de

Fondation Jean Jaurès

Gauche.
Eventualité sérieuse, par contre, les militants et responsables du P.S.U. s'ils sont d'accord avec nous sur la référence au programme commun, sur la stratégie de l'union de la Gauche, eh bien qu'ils viennent et qu'ils nous rejoignent à la base, dans les communes, dans les entreprises, dans les sections et dans les fédérations.
Ainsi, ils contribueront à renforcer l'instrument pour le Socialisme qu'est notre Parti.
Reste le problème de ceux des militants de la C.F.D.T. qui ne sont pas encore au Parti. Sur ce point, il faut mettre en garde ceux de nos camarades qui rêvent de rapports privilégiés entre la C.F.D.T. et notre Parti, à l'image de ce qui se fait à côté de nous. La base militante de la C.F.D.T. ne l'admettrait d'ailleurs pas. Il suffit pour s'en convaincre de lire la récente déclaration de la fédération Aquitaine de la C.F.D.T. qui rappelle notamment qu'elle considère comme essentielle la distinction des fonctions des organisations syndicales et des partis politiques.
Enfin, pour conclure, un rappel et un souhait.
Le rappel : nous nous sommes toujours félicités de la pluralité de l'engagement syndical de nos militants. Il ne serait pas sage de renoncer à ce qui constitue un des piliers de notre doctrine.
Le souhait enfin : certains camarades parlent une fois de plus de modifier le calendrier politique du Parti. Il ne faudrait pourtant pas que la vie du Parti soit caractérisée par une instabilité structurelle permanente, et ce, selon un rythme imposé par les échéances de la démocratie bourgeoise !
Alors, une Convention nationale à la rentrée, oui, si elle nous permet de préciser le contenu que nous voulons donner à l'autogestion.
Des assises du Socialisme, oui, à condition qu'elles définissent notre projet de société, et qu'ainsi elles assurent les chances du Socialisme. (Applaudissements)

Le président - Je remercie Boeglin qui s'en est tenu à ses trois minutes. Par conséquent Yves Durand aura droit à ses douze minutes.
Je donne maintenant la parole à Louis Mermaz pour 13 minutes.

Louis Mermaz
Chers camarades, la Gauche, à la suite de la campagne de François Mitterrand, a rassemblé 49,5% des suffrages. Elle a enregistré un progrès global considérable, et des régions qui étaient considérées jusque là comme très difficiles pour la Gauche voient cette progression très remarquable. C'est le cas de la Bretagne, de la Picardie, de l'Est, de la Côte Centre Atlantique.
Des catégories socioprofessionnelles dans lesquelles nous devons progresser, mais qui jusque là pour nous étaient des catégories difficiles à atteindre, les agriculteurs, par exemple, les femmes, nous donnent de bien meilleurs résultats.
Enfin et surtout, notre candidat François Mitterrand, ce qui rassurera tous les idéologues, réalise 75% des suffrages parmi les ouvriers, et cela est important pour l'avenir de notre action.

Fondation Jean Jaurès

Le Parti Socialiste, et avec les six autres organisations, a fait une campagne à la fois d'explication et de mobilisation très certainement sans précédent, si bien qu'aujourd'hui, il faut en avoir une pleine conscience, nous disposons d'une base de départ extraordinaire.
13 millions de voix pour la Gauche, cela signifie, compte tenu des secteurs qu'influence le Parti Communiste, que nous sommes aujourd'hui responsables, avec nos alliés les Radicaux de Gauche, nous, Parti Socialiste, de 8 millions de Français. Il nous faut politiquement, par le développement de notre campagne, par l'organisation de notre Parti, couvrir ce vaste espace en prenant soin, je pense, de ne rien laisser entre nous et la majorité actuelle.
Il serait très dangereux de favoriser la naissance d'un nouveau centrisme qui risquerait demain à nouveau de fournir à la majorité actuelle, à la majorité replâtrée, un ballon d'oxygène.
C'est à nous, sans rien sacrifier, ni de notre rigueur idéologique, ni de notre stratégie, ni de cette union de la Gauche dont nous sommes les co-inventeurs, de faire en sorte que ces 8 millions de Français se reconnaissent dans notre action militante.
Or nous constatons que toutes les grandes batailles, politiques et sociales que nous avons livré depuis 1965, y compris celle de 1968 dont nous avons recueilli les fruits avec un certain retardement, se sont traduites par un renouveau et par un renforcement du Socialisme.
C'est pourquoi, lorsque nous lisons certains textes empreints d'une morosité injustifiée, nous sommes en droit de nous interroger et de nous étonner. Nos camarades de la Bataille Socialiste, par exemple, écrivaient récemment ceci : "Au lieu d'entamer une campagne d'explication de ce que peut être une société Socialiste, la Gauche s'est laissée entraîner à éliminer de ses propos tout ce qui pouvait gêner un non Socialiste."
Et nos camarades de poursuivre : "une campagne axée sur un projet de société aurait-elle permis au candidat commun de l'emporter ? Personne ne peut l'affirmer ni le nier, mais ce qui est certain, c'est qu'elle aurait permis d'accroître la conscience de la nécessité d'un changement profond des structures, et qu'aujourd'hui nous saurions combien de Françaises et de Français sont résolument décidés à risquer ce changement."
Eh bien précisément, nous affirmons hautement que la campagne menée par François Mitterrand, par le Parti Socialiste, par les sept organisations qui l'ont soutenu, a été de bout en bout une campagne de mobilisation et d'explication politique dont nous allons maintenant recueillir les fruits durables. (Applaudissements)
Nous pensons que précisément cette campagne jour après jour, fidèle à l'esprit du programme commun de gouvernement dont sont signataires les trois partis de Gauche, a déjà préfiguré ce que doit être la quête d'un projet de société Socialiste. Et soyez certains que tous ceux aujourd'hui qui adhèrent au Parti Socialiste se reconnaissent dans la préfiguration de ce projet Socialiste.
Nous constatons d'ailleurs que cet afflux d'adhésions qui parvient au siège du Parti, et qui parvient dans chacune de nos fédérations, va permettre ce

rééquilibrage de la Gauche, cette harmonie de l'ensemble des forces de Gauche que nous appelions depuis tant d'années. Le rééquilibrage est déjà assuré, plus qu'assuré, en ce qui concerne le nombre d'électeurs à attendre pour le Parti Socialiste dans les mois et dans les années à venir. Eh bien notre travail de militant, c'est de construire la force politique qui sera à la dimension de cette espérance.

C'est pourquoi, de cette tribune, nous nous devons de lancer l'appel pour participer au développement d'une grande force Socialiste dont de nombreux militants syndicaux, et de nombreux militants d'inspiration Socialiste, qui n'ont pas encore rejoint nos rangs sont les signataires.

Des débats qui se sont déroulés depuis ce matin semble se dégager le désir, oui, le désir d'élargir le Parti Socialiste ; ce parti qui possède ses statuts, sa doctrine, son idéologie, ce parti qui reste commun, qui reste fidèle aux accords de programme qu'il a signé, ce parti, il faut l'élargir sans hésitation, car cet élargissement s'inspire à l'intérieur d'une dynamique, et nous savons bien que cet élargissement ne remettra pas en cause ce qui est acquis.

Alors, assises d'automne, puis probablement Congrès ordinaire ; la Convention nationale en décidera dans l'après-midi, nous verrons bien. Il est important d'avoir confiance en ceux qui vont nous rejoindre sur la base de nos options programmatiques et stratégiques.

La campagne qui s'est achevée il y a un peu plus d'un mois nous a permis de mesurer les lignes de force et les lignes de faiblesse du camp adverse. Aujourd'hui, pour nous, il convient de développer notre organisation centrale, de ramifier au maximum notre organisation à la base, de consacrer le temps nécessaire aux tâches de formation, de mener avec un renouveau l'action des sections au sein desquelles il ne faut jamais que les militants s'ennuient, d'établir aussi des relations plus étroites avec cette extraordinaire infrastructure que constituent les élus, les parlementaires, les conseillers généraux, les maires, dont nous avons mesuré à travers toute l'étendue du territoire l'efficacité au cours de la campagne électorale.

Il faut enfin unifier notre Parti autour d'un grand projet, c'est-à-dire donner la parole à toutes les individualités, à tous les groupes qui ont quelque chose à dire et à proposer, mais surtout dépasser les clivages, les coteries, les tendances et les sous-tendances, auxquelles, soyons-en certains, les nouveaux élus ne comprendraient rien du tout !

Que les bonnes volontés, qui s'usent parfois au développement de telle ou telle tendance, se mobilisent pour la victoire du Parti, pour le développement du Parti.

Il faut aussi parler un langage de vérité.

La recherche idéologique la plus hardie, la recherche servie par l'imagination la plus libre, sont une bonne chose pour un Parti vivant et jeune, mais il faut être raisonnable, il faut être responsable et laisser à nos adversaires le soin de nous prêter parfois des projets meurtriers ou pire, fumeux.

Il faut un Parti dans lequel les hommes et les idées circulent librement, un Parti qui aujourd'hui dispose d'un potentiel qui représente 25% des citoyennes et des

Fondation Jean Jaurès

citoyens de France. Si nous savons développer cette extraordinaire base de départ, soyez certains que par delà la magnifique campagne menée par François Mitterrand, la victoire du Socialisme en France est pour bientôt. (Applaudissements)

Le président - Je félicite Mermaz de ne pas avoir employé la totalité de son temps de parole. J'espère que son exemple sera suivi, car je voudrais dire que si tous les temps de parole sont entièrement utilisés, comme François Mitterrand doit parler à 17 heures et que c'est impératif, on risque que ceux qui se trouvent en queue de liste ne parlent qu'après.
Dans ces conditions, je souhaite que l'exemple de Mermaz soit suivi par le maximum de gens et je donne maintenant la parole à Mexandeau, pour 8 minutes.

Louis Mexandeau
Merci. Louis Mermaz me permettra quand même, par patriotisme régional, d'ajouter à la liste des régions où la Gauche et François Mitterrand ont depuis 1965 réalisé un progrès considérable la Basse-Normandie, où le progrès dépasse effectivement plus de 40% et singulièrement près de 50% pour le département que je représente, (Applaudissements)
En tout cas, ce qui est vérifié ici, c'est que les quelques mots que j'avais dits à Epinay, à savoir que l'action du Parti devait s'orienter vers un double axe, à la fois géographique vers les régions nouvelles, celles qui étaient longtemps des bastions conservateurs et où les investissement militants sont immédiatement rentables et sociologique, vers les couches nouvelles de la société, étaient exacts, avec quand même ces deux correctifs importants que, d'une part le Parti Socialiste est en train de reconquérir à grande vitesse sa substance ouvrière et de devenir, ou de redevenir, un parti ouvrier, et que, d'autre part, dans d'autres régions où l'on dit parfois rapidement qu'on a atteint une sorte clé seuil de saturation et que les progrès ne sont plus possibles, ou en tout cas très lents, eh bien, il faut voir les choses avec beaucoup plus de prudence. Même dans ce qu'il est convenu d'appeler des bastions, je crois que l'effort militant paye. Je veux n'en citer qu'un micro exemple, qui émane du département du Pas-de-Calais, où deux militants, dans un village d'un canton de Pas en Artois, avaient choisi le village le plus réactionnaire pour, tous les jours et tous les soirs, aller faire du porte-à-porte. Eh bien ! Les résultats sont éloquents : en 1965 François Mitterrand avait 72 voix contre 128 au Général de Gaulle, en 1974, au 2ème tour, pour à peu près le même nombre d'inscrits, Giscard d'Estaing n'a plus que 84 voix, et François Mitterrand 160 !
Je voulais simplement dire par-là, qu'il n'y a pas de fatalité dans le domaine électoral et que, même dans des régions qui sont supposées acquises, l'effort militant peut encore nous permettre de très gros progrès.
En ce qui concerne les tâches qui nous attendent à la rentrée et même dans l'immédiat, je crois que le Parti, comme on l'a dit ce matin abondamment, a effectivement des devoirs particuliers à l'égard des adhérents actuels, à l'égard

aussi de ceux qui viennent de rejoindre le P.S. et, enfin à l'égard de ceux qui viennent d'amorcer, notamment par l'appel publié récemment, un mouvement en direction de notre Parti.
Nous avons discuté de ce problème et je crois qu'on peut résumer en trois mots le sentiment ou le jugement que l'on peut porter sur cette démarche :
- nécessité,
- sympathie,
- prudence.

Nécessité, parce que si l'on défalque en effet des voix qu'a obtenues François Mitterrand, c'est-à-dire plus de 49%, le contingent qu'on peut attribuer au Parti Communiste Français, il n'en reste par moins qu'il demeure 29 ou 30% de suffrages, en dehors du Parti Communiste, qu'il y a là un débordement et que nous serions coupables si nous n'examinions pas la composition même de cet électorat, qui fixe la limite de nos devoirs.
En effet, nous sommes heureux, de ce point de vue, que des responsables syndicaux, que des responsables politiques aussi, venus d'autres partis, dont l'apport qualitatif est certainement, et serait certainement, indéniable pour le mouvement Socialiste, aient engagé cette démarche sans ignorer que, jamais, nous n'avons transigé et que, jamais, François Mitterrand n'a transigé sur les positions fondamentales qui ont été choisies par le Parti depuis Epinay. Il *y* a là quand même une sorte d'hommage dont notre Parti tout entier devrait être fier.
Bien entendu à côté de cette sympathie et de cette nécessité, il y a une attitude de prudence que les militants ont ressentie - et je le dis comme ils l'ont exprimé - à savoir qu'il y a une certaine crainte qu'on puisse privilégier dans le futur des arrivants qui sont nouveaux par rapport à tous ceux dont, parfois, le Parti n'a pas encore eu le temps et le souci de s'occuper sérieusement et qui en tout cas sont venus spontanément, sans trop poser de questions ni trop poser de conditions, dans les dernières années, dans les derniers mois ou dans les derniers jours...

Le président - Tu as encore deux minutes.

Louis Mexandeau - Je te remercie. Je n'ai pas parlé, je dois le dire depuis Epinay et je n'ai pas l'habitude d'encombrer les tribunes des assises nationales...

Le président - Moi, je fais mon métier qui est de faire respecter l'horaire !

Louis Mexandeau - Tu le fais bien et je t'en remercie, mais je crois que Soubré m'a permis de prendre trois minutes sur son temps ; j'ai donc encore un petit contingent de 5 minutes.
Il ne faut pas oublier, de ce point de vue, Hintermann le rappelait ce matin, qu'il y a dans ces 30% un électorat modéré, plus modéré sans doute que celui dont il a parlé ce matin, dont il faut également nous soucier parce que nos amis du mouvement des Radicaux de Gauche, si sympathiques soient-ils, ne sont pas en mesure, ou plus en mesure, dans les départements, d'accomplir des tâches qui désormais incombent au Parti Socialiste, des responsabilités qui incombent

également au Parti Socialiste. Il y a là des contingences historiques qu'il faut examiner.
Ce qui donne aussi la raison de cette prudence c'est qu'il faut voir que les camarades qui viennent ne sont pas effectivement propriétaires d'un certain nombre de pratiques ou d'un certain nombre de principes, comme celui de la pédagogie ascendante sur la base, par exemple, du travail de quartier ou sur la base du travail d'entreprise.
Ce qu'il faut dire, c'est que le Parti Socialiste déjà, et depuis longtemps, même si parfois il l'ignore, a fait ce travail.
Ce qu'il faut voir aussi, on l'a dit ce matin, c'est que le choix de l'autogestion, que la pratique des expériences et des actions ponctuelles à l'intérieur même du système, ne sont le monopole de personne. Donc si l'on veut résumer, pas de procédures compliquées - je crois que c'est le vœu des militants - ne pas donner l'impression que nous négocions, ne pas donner l'impression non plus que nous allons vers un nouvel Epinay, car s'il y avait échec l'effet en retour et les conséquences seraient négatifs et risqueraient même d'être désastreux.
Donc, le Parti Socialiste a vocation pour être présent sur tous les terrains et personne, je crois, ni avant ni après ces assises, ne peut lui enlever ses responsabilités.

Le président - Mexandeau, ton temps est épuisé !

Louis Mexandeau - S'il fallait résumer en une formule...

Le président - Je te demande de conclure !

Louis Mexandeau - Excuse-moi, je vais encore te demander deux minutes... (protestations diverses)...

Le président - Je n'en dispose pas ! Ce n'est pas moi qui arbitrairement ait fixé les temps ! Je te demande de bien vouloir conclure.

Louis Mexandeau - Alors, je vais conclure simplement en disant ceci.
Dans ce débat, je crois qu'il y a quand même un aspect qui a peut-être été oublié ce matin, c'est pourquoi j'y insiste, c'est que la lutte essentielle se passe quand même contre la Droite ! Elle se passe aussi contre la façon qu'elle a, à l'heure actuelle, de travestir ou de reprendre à son compte une partie de notre programme commun et une partie de notre programme pour en donner une image caricaturale.
(Applaudissements)
Je ne prends qu'un seul exemple, c'est celui de la qualité de la vie, a laquelle, nous Socialistes, sommes particulièrement attachés. N'y a-t-il pas quelque dérision, ni même quelque injure à l'avoir confiée à un garagiste inculte et à un vétérinaire incompétent ?... (Protestations diverses) Mais ce sont des choses qui sont extrêmement importantes, qui sont ressenties…

Fondation Jean Jaurès

Le président - Mexandeau, je m'excuse d'insister, je te demande de bien vouloir conclure !

Louis Mexandeau - Effectivement, j'aurais dû demander deux ou trois minutes de plus.
J'aurais quand même voulu dire encore un mot. Hintermann en a parlé, mais il est vrai que nous ne devons pas subir cette espèce de campagne insidieuse qui a eu quelque écho, au-delà même des limites de la Droite, à l'égard...

Le président - Il faut conclure maintenant !

Louis Mexandeau - … de François Mitterrand, à l'égard de son avenir, à l'égard de son destin. Je crois qu'à l'heure actuelle nous ne devons pas nous exagérer l'importance même du débat d'octobre.
Le combat est quotidien et, après ce que nous avons fait depuis Epinay, il n'y a aucune raison de manquer de confiance dans notre Parti. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Verdier pour 10 minutes, ensuite Wolf.

Robert Verdier
Chers camarades, je vais essayer de me plier aux règles d'austérité verbale que Boulloche est chargé de nous rappeler et c'est pourquoi, bien entendu, je ne reviendrai pas sur les analyses concernant le passé, même le passé le plus récent.
Je voudrais limiter très rigoureusement mon intervention au problème qui est l'intérêt majeur de cette discussion, c'est-à-dire au problème de l'élargissement du Parti. D'abord, posons-nous tout de même, entre nous tout au moins, une question : pourquoi ce problème nous est-il aujourd'hui posé et pourquoi pouvons-nous envisager une telle opération et souhaiter son succès ?
Eh bien, c'est évident, c'est un des résultats des mutations intervenues au cours de la campagne électorale pour l'élection présidentielle, c'est le résultat du fait qu'il y a eu des changements, mais des changements pas de notre côté, du côté des autres, du coté de ceux auxquels maintenant nous allons nous adresser. Si, aujourd'hui, cette opération nécessaire et souhaitable est possible, c'est parce que, par rapport à ce qui s'est passé l'année dernière au moment des élections législatives, la force de ce que l'on a appelé, justement d'ailleurs, le courant unitaire, a fait tomber toutes les résistances - les résistances du côté de la Gauche, bien entendu - et fait tomber toutes les réticences. Cela nous donne à nous, Parti Socialiste, une position très forte dans cette affaire.
Si je crois nécessaire de le rappeler et de souhaiter que nous en ayons tous conscience, ce n'est pas du tout que je souhaite que nous nous tournions vers ceux auxquels nous songeons avec un air de donneur de leçon et en ayant l'air de ricaner pour leur dire, enfin, vous y avez mis un peu de temps, mais vous avez compris !
Je pense au contraire que nous devons en avoir conscience pour que nous nous

Fondation Jean-Jaurès

présentions dans cette affaire avec un grand esprit d'ouverture qui est nécessaire à la réussite de l'opération.
Cela dit, il est bien évident que cette affaire présente un certain nombre de difficultés et déjà lorsque dans le bureau du Parti, aux deux dernières réunions, nous en avons discuté et lorsque nous avons pris en considération le rapport de Pierre Mauroy, nous étions tous d'accord pour dire qu'effectivement il y avait encore un certain nombre de questions qui restaient un peu dans le flou et un certain nombre de difficultés ou d'ambiguïtés qu'il faudrait tâcher de faire tomber.
Alors, je voudrais essayer de voir très rapidement et sur certains points je passerai vite en tenant compte des interventions antérieures - quels sont ces problèmes :
- difficultés de fond,
- difficultés de procédure. Que l'on me pardonne ce plan un petit peu scolaire, mais il est commode.

Difficultés de fond. Eh bien, il y a d'abord la question de l'attitude à l'égard du programme commun, ou je dirais plus volontiers à l'égard de l'opinion de la Gauche.
Dans le rapport qu'il nous a présenté, Pierre Mauroy a fait une analyse en trois points des critiques qui étaient jusqu'ici adressées, par les gens auxquels nous songeons, au programme commun et à l'union de la Gauche. Je voudrais adresser ici à Pierre Mauroy un grand compliment, car je trouve qu'il les a résumées d'une manière très claire en tout cas, pour moi, c'était la première fois que je voyais les choses aussi clairement, mais je ne suis pas sûr qu'il n'ait pas apporté là une clarification peut-être un peu artificielle, car je n'ai pas encore constaté que les choses soient tout à fait aussi claires dans les propos, même récents, de ceux qui avaient jusqu'ici adopté une attitude réservée à l'égard de l'union de la Gauche et du programme commun C'est donc un point tout de même sur lequel il faudra discuter.
Je passe ensuite sur ce qu'on a dit concernant l'autogestion et l'expression "courant autogestionnaire", d'excellentes choses ont été dites là-dessus, je n'y reviens pas.
Je passe plutôt à un troisième point concernant les problèmes de fond, c'est ce qui a trait aux rapports entre les partis - le Parti, bien sûr, pour nous et les syndicats. Je vois là deux aspects différents des choses !
D'une part il s'agit, au sens exact de l'expression, du rapport Parti-syndicats, de leurs spécificités respectives. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la dernière interview donnée par Edmond Maire au dernier ou avant dernier numéro du "Nouvel Observateur", et je trouve dans ses propos l'expression évidente d'une évolution de la C.F.D.T, sur ce point. Il faudra savoir si cette évolution est en effet très nette, si maintenant elle ne comporte plus aucune ambiguïté,
Et puis, il y a un autre aspect de ce point qui consiste à nous rappeler la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons en France, dans laquelle les Socialistes se trouvent en France.
Dans des pays voisins, qu'il nous arrive parfois tout de même d'envier, les

rapports partis-syndicats sont toujours difficiles, c'est vrai partout, mais ils sont infiniment plus simples dans la mesure où il n'y a qu'une organisation syndicale, ce qui n'est malheureusement pas le cas chez nous, nous ne devons jamais l'oublier et, par conséquent, nous ne devons pas donner l'impression, car ce serait jouer contre nos propres intérêts et probablement aussi contre les intérêts de ces organisations syndicales, même de celles qui se montrent maintenant les plus attirées vers nous, que nous privilégions une organisation syndicale, ou les syndiqués d'une organisation syndicale, par rapport aux autres.
Alors, difficultés de procédure, je passerai plus rapidement là-dessus... Il n'y en a pas, il ne devrait pas y en avoir, en ce qui concerne les militants qui viendront des organisations syndicales, puisque dans ce cas il ne peut pas être questions d'adhésions en bloc d'une organisation, mais seulement d'adhésions individuelles ; en réalité le problème, je crois qu'on l'a déjà dit ce matin, se posera essentiellement à propos du PSU et je crois que là il faut que nous prenions la précaution de ne pas donner l'impression que nous allons insérer une espèce de bloc idéologique cohérent ce qui ne serait d'ailleurs pas le cas, qui ferait un apport tout à fait neuf au Parti.
Il faudra évidemment trouver un certain nombre de mécanismes pour une période intérimaire, de mécanismes qui évitent de remettre en cause les structures actuelles du Parti.
Voilà les quelques points sur lesquels, je crois, doit porter le débat, le débat d'aujourd'hui ici.
Tout à l'heure, dans la Commission des résolutions, mais probablement aussi ultérieurement, dans l'ensemble du Parti, car ces questions sont assez complexes pour que nous ne puissions pas je crois trouver tout de suite une réponse précise à chacune d'entre elles, nous devrons avoir bien dans la tête l'énumération des difficultés que nous risquons de rencontrer, parce que c'est ainsi, nous en sommes parfaitement conscients, que nous aurons le plus de chances de réussir cette opération dont je crois que la très grande majorité du Parti souhaite la réussite, (Applaudissements)

Le président - La parole est à Wolf pour 7 minutes.

Marc Wolf
Mes camarades, notre Convention est réunie avec un double objet : d'une part, fixer le calendrier de l'élargissement de notre Parti à certains groupes et certaines personnalités, étant admis que l'élargissement aux militants de base a commencé depuis plusieurs semaines ; il s'agit ensuite de fixer les conditions politique de la négociation que le Parti doit engager avec ces groupes, avec ces personnalités ; ces conditions, c'est aujourd'hui que nous devons les énoncer et non pas après coup : c'est aujourd'hui que notre délégation doit être mandatée.
Quel est donc le problème politique ? S'agit-il simplement de la stratégie de l'union de la Gauche ? J'en vois certains, en effet, qui nous disent : il suffirait au moment des assises nationales, de faire une proclamation solennelle que nous restons fidèles à la stratégie de l'union de la Gauche. Mais, camarades, nous

n’en sommes plus là. Depuis le temps où le Parti Socialiste, avec ou sans ironie, faisait de fort solennelles déclarations sur la stratégie de l’union de la Gauche, les choses ont avancé. La Gauche, aujourd’hui unanime, est acquise à une stratégie unitaire. La question maintenant, c’est celle de sa base programmatique. Or, il y a le programme commun.

Que lui reproche t-on ? Si j’en crois, et son analyse me parait juste à ce niveau, le rapport de Pierre Mauroy, on lui reprocherait d’abord d’être un texte techniquement dépassé. Evidemment, les choses ont changé depuis 1972, on n’a pas attendu pour reprendre les négociations et mettre au point un document, cela est une affaire avec nos partenaires dans le cadre de la signature que nous avons faite et qui nous engage. On lui reproche ensuite de ne pas comporter de projet de société, et alors certains nous proposent de mettre ce projet de société en discussion, à l’ordre du jour maintenant.

Personnellement, je reste très sceptique sur l’utilité de ce genre de discussion. Les proclamations abstraites sur les principes du Socialisme ont trop souvent servi d’alibi pour renvoyer aux calendes grecques les mesures de rupture indispensables pour engager seulement la phase de transition au Socialisme.

Reste le contenu de ce programme. D’aucuns l’ont présenté comme un catalogue. Non, il y a une cohérence profonde dans ce programme commun qui est celle de l’extension progressive de la propriété publique, des moyens de production qui, pour nous, conditionne tout le reste, si j’en crois les déclarations du Parti lors de ces précédents Congrès, tout le reste et notamment l’autogestion.

Or, à ce niveau, disons le, les choses ne sont pas toujours claires avec nos futurs camarades, car je crois que bientôt ils seront dans notre Parti.

Ainsi, je relève dans la fameuse déclaration du 12 juin, signée par des personnalités qui sont déjà membres du Parti, parfois de syndicalistes en particulier, ceci : "Changer le modèle des développements, réduire les inégalités, modifier les structures sociales, hiérarchiques, permettre aux citoyens d’exercer un pouvoir de contrôle sur leurs conditions de vie et de travail, sont les conditions d’un changement véritable. Tel est pour nous le sens fondamental du Socialisme autogestionnaire dont les premiers éléments sont déjà inscrits dans les luttes ouvrières que nous vivons".

Oui, tout cela est bel et bon, mais on n’y trouve pas une fois le mot "nationalisation", et je ne pense pas que le Parti puisse reprendre à son compte ce genre de formation.

S’agit-il d’un obstacle fondamental ? Je ne le pense pas, je veux croire, je crois même, que les signataires de ce genre de déclaration nous suivent quand nous posons le préalable de la nationalisation, mais ils sont pris par la situation personnelle où ils se trouvent d’être dans des groupes marginaux, dans des groupes extérieurs et de devoir mettre l’accent sur des termes nouveaux, des idées nouvelles.

C’est à partir du moment où nous les aurons intégrés dans une même organisation Socialiste que nous pourrons réduire ces dissonances.

Le but des assises nationales du Socialisme est alors clair : il s’agit d’aboutir publiquement à une déclaration indiquant que sur ce point, nous avons toutes les

garanties. A notre avis, c'est le seul point sur lequel nous devons nous montrer intransigeants et sur cette question notre délégation doit être mandatée dans la ligne du programme Socialiste, dans la ligne de la résolution de Grenoble et de ce qu'elle dit de la question de l'autogestion. Tout le reste est secondaire à côté de l'objectif du rassemblement.
Etant donné qu'on ne va pas recommencer un interminable processus de fusion, le maximum doit être fait pour aboutir en respectant bien, évidemment, les susceptibilités de personnes et les susceptibilités de groupes qui sont bien humaines.
Il est évident que l'élargissement de notre Parti c'est au Congrès ordinaire qu'il sera effectivement réalisé, là où nous allons désigner, renouveler notre direction, renouveler, fixer pour deux ans notre orientation. C'est là que sera parachevée l'intégration de nos futurs camarades. Il faut donc en rapprocher l'échéance au début de 1975.
Reste la question du Congrès sur l'autogestion. Eh bien, elle n'est pas simple. Apparemment, il faudrait le faire après que ces futurs camarades qui se réclament de l'autogestion soient venus chez nous, il serait injurieux de fixer notre position avant qu'ils viennent. Et pourtant, bon, ils viennent, on fait un Congrès sur l'autogestion, un Congrès ordinaire, est-ce que vous ne croyez pas que c'est multiplier les instances un peu à l'excès ?
Cette Convention sur l'autogestion, est-ce que ce ne doit pas être notre préparation à nous des assises sur le Socialisme ? Celles où nous apporterons notre part, dans un cadre plus ou moins informel et qui se termineraient dans un grand rassemblement ? C'est une suggestion que je fais. Je ne vois pas en dehors de cela quel intérêt cela peut avoir.
Un danger nous menace, camarades, que nous prenions pour de l'immense mouvement que nous avons nous-mêmes déclenché.
C'est vrai que notre Parti va en être bouleversé c'est vrai que nous devons changer certaines de nos habitudes, c'est vrai qu'il *y* a dans ce pari que nous engageons aujourd'hui une part d'inconnu, mais ce qui est plus vrai encore, c'est que si nous donnons l'impression d'avoir peur des nouveaux, d'être réticents devant certaines personnalités, parce que leurs déclarations ne sont pas toujours celles que nous voudrions, nous prendrions un risque bien plus grave encore, celui de casser le mouvement populaire et alors le nouveau Parti Socialiste manquerait sa responsabilité historique, celle de rassembler, dans une même organisation, tous les courants du Socialisme français pour, dans le cadre de l'union de la Gauche, engager la phase de transition vers le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Denecker, ensuite à Yves Durand.

Gérard Denecker
Mes chers camarades, je serai très schématique, je vous prie de m'excuser, étant donné le peu de temps dont je dispose.
J'avais prévu de vous parler de la remontée de la Gauche et du Parti Socialiste

dans le département qui est celui du Premier ministre, de vous raconter des choses savoureuses sur les mœurs politiques de ce Premier ministre, je crois que ce sera pour une autre occasion.
Deux observations concernant les présidentielles : La première, c'est qu'en dépit de la très belle campagne de François Mitterrand et de la mobilisation du Parti et de la Gauche, en dépit de tout cela, nous sommes obligés de constater que le vieux schéma marxiste de l'idéologie dominante a marqué une fois de plus sur une fraction non négligeable des classes populaires de ce pays.
La deuxième observation, c'est que nous devons en tenir compte dans l'action que nous allons avoir à mener dans les prochains mois, les prochaines années et je crois qu'il nous faudrait rechercher peut-être une pédagogie nouvelle qui nous permette, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation, à partir d'exemples concrets, de faire comprendre au maximum de travailleurs de ce pays que leur intérêt réside dans la Gauche.
Parlons maintenant de l'élargissement Socialiste. Deux constatations : d'abord, que symbolise l'existence aujourd'hui du Parti Socialiste unifié, si ce n'est la scission d'hier, si ce n'est les difficultés d'hier, si ce n'est les échecs d'hier ? Et pour nous, il est fondamental de rayer cela de la carte.
Et puis, il y a l'existence d'une génération nouvelle qui arrive à la vie politique à travers les luttes sociales et l'expérience des luttes sociales ; c'est en particulier le cas de quelques milliers de syndicalistes.
Aussi peut-on passer son temps à discuter sur certaines ambiguïtés, sur certaines pratiques, sur certaines insuffisances, mais le problème aujourd'hui n'est pas là ; le problème, il est que cet élargissement, en fonction de la radicalisation des luttes depuis quelques mois, en particulier au moment de la campagne présidentielle, est souhaitable et il est possible :
1 - parce que c'est la troisième étape de l'unité Socialiste,
2 - et c'est important, parce qu'il se situe dans une dialectique d'arrimage à gauche du Parti Socialiste et j'insiste sur cet argument,
3 -parce qu'il signifie, bien que cela semble paradoxal, un élargissement électoralement tous azimuts et cela était visible au moment des élections présidentielles, avec l'appui qu'a apporté en particulier la CFDT.
Je dirai aussi que c'est important, parce que dans le rééquilibrage de la Gauche qui s'est amorcé au profit du Parti, ce sera l'étape décisive qui comptera dans nos rapports avec nos partenaires et dans les chances du Parti Socialiste dans la victoire qu'il faut escompter pour demain.
Aussi, je crois qu'il ne faut pas hésiter, et c'est dans les perspectives évoquées tout à l'heure, aussi bien par Martinet que par Wolf, que je me situerai, ce Congrès est souhaitable, il ne faut pas hésiter et tout mettre en oeuvre le plus vite possible, parce que le temps presse, pour faire en sorte que le Congrès d'Epinay soit renforcé, élargi, avec l'arrivée des nouvelles couches Socialistes qui redonneront à notre Parti une audience importante.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Yves Durand pour 12 minutes.

Fondation Jean Jaurès

Yves Durand

Mes camarades, le rapport de Pierre Mauroy nous propose d'élargir le Parti Socialiste. Cette proposition d'élargissement ne peut évidemment rencontrer le refus d'aucun membre du Parti ; qui refuserait, en effet, d'élargir l'organisation dans laquelle il milite ?

C'est par conséquent tout naturellement que nous avons pris en considération lors de la réunion du Bureau exécutif de mercredi dernier ce texte. Mais faut-il encore que cette notion d'élargissement avec laquelle je rappelle nous sommes d'accord, soit précisée quant à ses objectifs et à ses conditions.

Un élargissement du Parti dans quel objectif ? Avec qui ou avec quelles forces politiques ?

Un élargissement du Parti, dans quelles conditions ? Premier point : dans quel objectif ? Avec qui ? L'analyse des résultats de la campagne électorale, et on a reproché tout à l'heure, plus ou moins à mots couverts à la Bataille Socialiste que je représente, d'avoir après coup donné des leçons ou d'avoir fait figure de chevalier triste, mais ce n'est pas notre cas, et je voudrais faire remarquer à la Convention que les membres de la Bataille Socialiste ont participé activement à cette campagne et que l'un des départements qui est dans les départements records quant à la progression, à savoir le Haut-Rhin, est à majorité Bataille Socialiste !

Par conséquent, nous n'avons de leçons à recevoir de personne dans ce domaine. Seulement le type effectivement de campagne, et nous ne nous en cachons pas, qui a été mené, eh bien, nous avons pris là dessus des positions et, je le rappelle, effectivement, dans un communiqué qui a paru, ce n'est pas un pur hasard, c'est la conséquence d'une stratégie politique que le Parti a démocratiquement choisi, nous ne sommes pas pour. Nous avons obéi, car nous sommes disciplinés, mais nous ne sommes pas pour et nous avons le droit de le dire, et nous le dirons.

Par conséquent, l'analyse de ces résultats électoraux montre que beaucoup de travailleurs sont encore abusés par la Droite et nous, nous considérons que c'est vers ces travailleurs abusés par la Droite qu'il faut chercher des voix et qu'il faut convaincre.

Si dans l'élargissement, il s'agit de cela, alors c'est effectivement notre combat. Mais s'il s'agit simplement d'accoler ou même d'intégrer au Parti certaines personnalités ou certains groupes, même brillants, j'avoue ne pas voir l'intérêt politique que l'on cherche à fondre la Tour Montparnasse dans la Cité Malesherbes ou plutôt le contraire, je pense qu'il ne s'agit pas de quelque chose qui relève de la politique, mais plutôt d'une conception un peu à courte vue de l'arithmétique.

Pour nous, l'élargissement ce n'est pas cela. Le rapport de Pierre Mauroy proclame : la Gauche est aux portes du pouvoir. C'est vrai, seulement faudrait-il savoir et expliquer d'une manière précise pourquoi nous voudrions franchir cette porte, sans quoi... (murmures)... mais oui, mes chers camarades, sans quoi nous ne ferions qu'occuper les locaux, alors que notre vocation, je le pense, à tous, est de les transformer.

Fondation Jean Jaurès

L’élargissement, pour nous, c’est tout simplement une explication permanente de ce que nous voulons construire dans le but de convaincre ceux qui ne sont pas encore convaincus et c’est d’amener la majorité de notre peuple c’est-à-dire les travailleurs tout simplement à adhérer à un projet de société Socialiste. Seulement, ce projet de société Socialiste faudrait-il encore que nous l’ayons élaboré nous-mêmes.
Bien sûr, il y a le programme Socialiste, mais vous savez qu’à ce niveau il n’est pas suffisant.
Et si je reprends le rapport même de Pierre Mauroy, qui cite François Mitterrand, je lis : "Nous nous sommes battus sous le signe du programme commun dont l’objet s’applique à l’actuelle législature. Ses choix essentiels demeureront les nôtres. Les Français, cependant, vont s’interroger sur l’avenir plus lointain, sur le type de société que nous entendons construire. Une réponse commune à cette question sera de plus en plus nécessaire".
J’avoue qu’à ce niveau de la discussion je ne peux que me réjouir de voir que ce que nous demandons depuis des années, c’est-à-dire que le Parti Socialiste discute enfin de ce qu’il veut construire, est accepté par le Premier secrétaire et sans doute par la majorité de ce Parti.
Par conséquent, c’est cela qui pour nous est aujourd’hui à l’ordre du jour : discussion d’un projet de société Socialiste. Mais il ne s’agit pas, comme certains d’entre vous l’ont dit, de discuter d’une société renvoyée à l’an 2.000. Et là je rejoins parfaitement Didier Motchane... (exclamations)... Mais, camarades, la bataille Socialiste se fait forte et désire discuter avec tout le monde, c’est cela la vie démocratique d’un Parti Socialiste, ce n’est pas autre chose... Eh bien, effectivement, je considère, comme Didier Motchane, que discuter et élaborer un projet de société Socialiste, c’est également discuter des voies de passage à cette société Socialiste. Et c’est cela qui pour nous est important. Nous avons là une tâche importante à faire, mais elle est déjà en partie accomplie ou en partie en voie de l’être.
Nous avons à l’automne une Convention sur l’autogestion, mais n’est-ce pas là, mes camarades, justement, ce projet de société Socialiste. Et j’entends là encore la coupure d’un courant autogestionnaire et d’un courant Socialiste qui ne le serait pas. Mais quelle incohérence ! Pour nous, et nous le disons tout net, le Socialisme est l’autogestion, être Socialiste c’est, être autogestionnaire, et par conséquent discuter de l’autogestion, et cela pose des problèmes, discuter de l’autogestion c’est justement discuter de ce projet de société Socialiste.
Nous avons une Convention à l’automne, discutons-en.
Sur les voies de passage, je le rappelle aux camarades du Parti, nous avons d’excellents textes qui ont été votés, il y a quelques années. C’est, d’une part, le Projet d’action Socialiste, c’est, d’autre par, le Contrat Socialiste, qui avait été élaboré par la Convention des institutions républicaines. Rediscutons-en et remettons-les à jour.
Quand nous aurons, quand le Parti Socialiste en son sein - et je dis bien "en son sein" - aura défini ce projet de société Socialiste, alors, il sera à même de discuter avec les autres, avec les familles politiques qui se réclament du

Socialisme, mais avec toutes les familles politiques qui se réclament du Socialisme.
Pour moi, limiter ce débat au P.S.U. ou à la C.F.D.T., les mépriserait-on au point de considérer qu'il leur faut un examen de passage pour les considérer comme Socialistes? Si nous discutons, nous discuterons avec les autres familles du mouvement Socialiste, y compris le Parti Communiste ; y compris la G.G.T., y compris Force Ouvrière, y compris la F.E.N., et ceux que l'on appelle, à tort bien souvent, les gauchistes.
Voilà pour nous la démarche à suivre.
Deuxième point : eh bien, maintenant, dans quelles conditions cet élargissement ?
Pour nous, il s'agit d'abord de discuter entre nous, et ensuite de discuter avec les autres. Cela me parait logique. Comment pourrions-nous discuter dans de vastes assises nationales du Socialisme, avec qui, au nom de qui, je vous le demande ? Comment pourrions-nous discuter d'un projet que nous n'avons même pas nous-mêmes ?
Par conséquent, et nous serons très attachés à cette démarche, nous considérons que la seule démarche efficace et la seule démarche démocratique dans cette marche à l'élargissement, qui est nécessaire nous le répétons, c'est d'abord de tenir notre Convention sur l'autogestion... (Applaudissements)... C'est ensuite d'ouvrir un large débat avec les autres familles du Socialisme, et c'est enfin de ratifier tout ce qui aura été proposé, tout ce qui aura été dit par le Congrès ordinaire du Parti.
Que ceux qui se réclament du Socialisme, que ceux qui se retrouvent dans nos thèses, nous rejoignent. C'est cela pour nous l'élargissement, c'est la bataille que l'on demande d'entreprendre, la bataille Socialiste, c'est tout simplement la bataille de la conviction, et c'est cette seule bataille qui aujourd'hui en vaut la peine.
En effet, il est banal aujourd'hui - et quelques orateurs l'ont rappelé - de dire que le capitalisme est en crise. Seulement, très souvent, en ces mêmes interventions, on dit que le capitalisme est en crise et on abandonne très souvent l'idée, voire même le mot de Socialisme. N'y a-t-il pas là quelque contradiction ?
Et je ne m'adresse d'ailleurs pas uniquement au Parti Socialiste. J'ai tout à l'heure entendu avec beaucoup de plaisir Eric Hintermann dire qu'il voulait dépasser Georges Marchais sur sa gauche. J'avoue que cela m'a amusé, mais pas tellement !
Je conclus. Car je reviens sur la réunion récente du Comité central du Parti Communiste. Eh bien, il a paru au Comité central du Parti Communiste que si la situation objective de la France et des pays européens en général rendait le Socialisme possible, la confiance, la conscience de classe des travailleurs n'était pas encore telle que l'on puisse envisager le Socialisme. Nous sommes d'accord avec cette analyse. Seulement, je considère que nous devrions, face à cette réalité, ne pas abandonner notre objectif qui est le Socialisme, et au contraire, lancer la bataille de la conviction et dire que nous sommes ouvertement, fortement, et clairement résolus à construire cette société Socialiste qui est

l'objectif du Parti Socialiste, (Applaudissements)

Le président - Merci. Je donne la parole à Charles Josselin, pour 5 minutes. Ensuite Jean-Pierre Chevènement.

Charles Josselin
Cinq minutes, ce sera une série de flashes !
En 67, à une tribune de la Convention, je commençais une intervention en disant : on l'a échappé belle, on a failli gagner ! Cette fois, on a failli gagner, oui, mais les conditions du pouvoir paraissaient réunies. Apparemment il en manquait peu. Le résultat, c'est une agressivité nouvelle, de bon aloi, qu'on trouve au niveau des militants et qui explique pour beaucoup les adhésions nouvelles qu'on recueille actuellement. Ils ont un bel appétit, il va falloir leur en donner, et pas seulement leur en promettre. Et je crois que c'est bien le rôle essentiel que doit avoir le Parti, et c'est bien sur ce point que tous les projets d'élargissement dont nous discutons ici paraissent prendre une importance particulière.
Il est incontestable que notre capacité à anticiper sur les prises de position, qu'il s'agisse de l'inflation, des multinationales, du pouvoir bancaire, peut se vérifier et s'est vérifiée ces derniers jours, ce qui renforce encore notre crédibilité à prendre le pouvoir et à donner des solutions, au nombre desquelles je donne une bonne place aux nationalisations.
Il est incontestable que Giscard ne pourra pas, comme peut-être l'aurait fait Chaban, donner un peu le change. Je veux dire qu'il ne veut pas de qualification, par exemple. Il entend faire la preuve de la capacité de la société libérale a régler les problèmes de l'homme aujourd'hui. Il est évident qu'il est condamné à l'échec, pour une raison simple : c'est que la seule projection que fait la Droite des aspirations des travailleurs, c'est la sienne, sa projection à elle, c'est-à-dire uniquement le fric et on sait bien qu'aujourd'hui les travailleurs en veulent beaucoup plus que cela.
Mais encore, le rôle du Parti est bien de rassembler une énorme famille de militants mieux informés, et c'est poser le problème de la presse, agissant collectivement sur celui de la vie des sections, réfléchissant mieux aussi, imaginant mieux les solutions pour empêcher les agressions dont elle est l'objet. Et que ces militants agissent en tant que travailleurs, et c'est poser le problème des rapports dans le travail ou en tant que consommateurs, ce qu'on a oublié quelquefois, et c'est poser le problème des rapports producteurs-consommateurs, ou bien en tant qu'individus dans leur globalité, c'est-à-dire ayant des besoins matériels et autres ! Je crois que c'est là-dessus qu'il faut faire, nous Socialistes, la différence par rapport à la Droite.
Je voudrais surtout insister pour nous sur la nécessité de former des hommes responsables. Cela veut dire que le projet de société doit permettre aux hommes responsables d'être responsables. Cela veut dire que notre conception en matière d'entreprises, au niveau de collectivités locales, et aussi, je pense singulièrement à la région - à laquelle vous savez qu'un certain nombre d'entre nous sommes attachés - doit permettre d'assurer ces responsabilités.

Je crois que, finalement, d'accord avec d'autres, il n'y a pas finalement l'affaire de l'autogestion, l'autogestion c'est une réflexion permanente que nous menons les uns les autres, et je crois que pour cette raison nous n'avons pas forcément accepté ces préalables que d'aucuns voudraient poser à la réunification, je pense, avec le P.S.U., à savoir : réglons d'abord le problème de l'autogestion. Ce n'est pas un problème qui se règle comme ça, c'est une réflexion qu'il faut mener.
C'est un peu comme la démocratie, ce sera certainement plus d'ordre de ce qui devrait que de ce qui sera. Donc, attention, menons cette réflexion, n'attendons pas qu'elle soit conduite à son terme pour arriver à ce rassemblement que je souhaite énormément.
On a parlé de la clarté du Parti. Je voudrais que la même clarté qu'on a demandée au niveau de l'organisation on la retrouve au niveau réflexion. Il n'y a pas de raison qu'un certain nombre de sujets soient retenus au niveau national, et je pense à des sujets comme la Défense nationale. J'en ai un peu marre, si j'ose dire, d'être à la fois celui qu'on attaque d'avoir pris position vis-à-vis de Servan-Schreiber, et qu'on est content de trouver quand il y a une délégation de Japonais qui vient protester contre la bombe... (Applaudissements)...
Il faut qu'au niveau national il y ait ce grand débat.
Je prends un peu les points dans le désordre. Je pense qu'en matière de fiscalité on a un peu escamoté et on n'a pas posé assez le problème, par exemple de la fiscalité agricole, et c'est un élu rural qui vous le dis, je crois qu'il faudra là poser ces problèmes, et aussi poser celui des professions libérales. Bien sûr qu'on ne peut pas remuer les grosses entreprises, mais cela ne va pas suffire si on veut assurer cette nouvelle répartition des produits de l'expansion, il faudra bien poser le problème des professions libérales et des énormes revenus que beaucoup d'entre elles ont.
Je pense aux problèmes de la liberté de l'enseignement qu'on a oublié. On s'est effrayé un peu en disant : "On aurait peut-être mieux fait d'en parler un peu"... Non pas de défendre la liberté de l'enseignement mais la conception de la liberté de l'enseignement, c'est la liberté dans l'école, et pas à la porte de l'école... (Applaudissements)
Il aurait fallu sans doute qu'on explique mieux cette question, et je souhaite bien que quelques régions de France soient seulement concernées par ce problème, que cela soit aussi soumis à la réflexion plus approfondie de l'ensemble des militants Socialistes.
Il est de même pour le problème de la propriété. Je ne suis pas sûr que vu de l'extérieur les gens ont une idée très claire de notre position en matière de propriété. Et il faudra bien aussi y arriver.
Enfin, au niveau des méthodes, Jean-Pierre Cot a eu raison de critiquer la technocratie de ceux qui nous gouvernent, mais je crois qu'il faut aussi l'éviter, nous, et il est indispensable qu'il y ait un aller-retour systématique entre les experts et la base. Il faut que les sujets de réflexion puissent être traduits en termes simples, de façon que chacun puisse y être associé.
Je crois que c'est à ces conditions que, la prochaine fois, l'espoir l'emportera sur la frousse.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, je n'aurai le temps de confier à la Convention que quelques impressions.
Il y a 3 ans, à deux jours près, c'était le Congrès d'Epinay. Aujourd'hui, nous pouvons apprécier les résultats. Ils ont été acquis sur la base d'une ligne claire, la ligne d'Unité, et de rénovation que le Parti s'est donné la ligne d'Unité qui l'a conduit à signer le programme commun de gouvernement, qui est la manifestation tangible de sa volonté de s'attaquer réellement aux structures du capitalisme, la ligne de rénovation qui est incarnée en François Mitterrand, notre Premier secrétaire, qui a permis le renouvellement, l'expansion du Parti, et qui aujourd'hui se confond avec le problème de la démocratie dans le Parti.
Cette stratégie est toujours actuelle, elle n'est pas périmée, bien au contraire. Le programme commun de gouvernement, c'est un programme qui est destiné - c'était le texte de la motion d'Epinay - à amorcer le passage au Socialisme. Eh bien, la crise qui vient et que nous voyons monter périme-t-elle un programme qui est destiné à amorcer le passage au Socialisme ? Bien au contraire, cette crise, que souvent on analyse trop superficiellement, elle rend ce programme commun de plus en plus actuel, et c'est un enjeu capital dans la lutte politique de notre pays. Et nous nous devons savoir que M. Giscard d'Estaing fera tout pour casser l'union de la Gauche, pour distendre les liens qui ont été tissés à travers le programme commun de gouvernement
C'est vrai que le programme commun laisse entiers certains problèmes, les problèmes de la suite, les problèmes de la transition, et au-delà, du projet de société. Et nous savons que ces problèmes de la transition, ils ne peuvent être abordés franchement que si nous avons dans l'intervalle construit un Parti idéologiquement et organisationnellement puissant. Et c'est cela le travail des prochains mois, des prochaines années. Cela prendra du temps. Et quand on regarde tout ce qui a été fait depuis 5 ans, on se dit qu'avec François Mitterrand on est allé beaucoup plus vite qu'avec Jean Jaurès depuis 1905. C'est vrai que ce qui a été fait a été considérable. Mais regardons maintenant ce qui reste à faire.
L'élargissement du Parti ! D'abord, il se fait, et il ne faut pas l'oublier, on en parle beaucoup comme d'une question de négociations, mais dans la réalité il y a des dizaines de milliers d'adhérents nouveaux qui affluent dans le Parti, pour participer au combat de l'union de la Gauche et pour rien d'autre, pour changer la vie, car personne ne peut mettre en doute la sincérité de leur engagement. Eh bien, c'est là une signification profonde, c'est que notre stratégie d'Epinay était une stratégie d'initiés, entre militants responsables de fédérations, nous sommes des initiés. Eh bien, cette stratégie, elle a franchi le mur de l'incommunicabilité, elle a franchi le mur de l'ignorance, le mur du scepticisme ou de l'indifférence.
Nous sommes capables de nous faire comprendre. Et les masses ratifient, non pas seulement dans leur vote, elles ratifient par l'engagement militant, la valeur

de notre choix. Eh bien, c'est notre responsabilité d'accueillir fraternellement tous ces camarades, car nous savons tout ce qu'il nous reste à faire ensemble avec eux, grâce à eux, eh bien, cette tâche immense peut être menée à bien : fonder le Socialisme en France.

L'opération d'élargissement proposée par Pierre Maurois est en partie le résultat de ce mouvement d'élargissement naturel. Je dirai que cette opération d'élargissement a deux intérêts essentiels, et qu'elle doit se faire à trois conditions.

Elle présente deux intérêts essentiels à nos yeux :

D'abord, c'est de réunir les Socialistes dans une même organisation. L'existence du P.S.U., qu'on le veuille ou non, reste le témoignage, la lutte témoin d'un passé que nous voulons révolu et qui a coïncidé avec l'effondrement du Socialisme dans notre pays. La réunion des Socialistes dans une grande organisation, dans une seule et même organisation, elle aura un effet de dynamique, et à cet égard, nous ne devons pas seulement chercher à accueillir Michel Rocard, nous devons essayer de faire en sorte, et tout faire, pour que ce soit effectivement la majorité du P.S.U. qui permette à ce Parti de perdre sa dernière syllabe, pour se fondre effectivement dans le même effort que celui que nous menons.

D'où la nécessité... et là je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Jospin en parlant de ralliement, je crois qu'il faut ménager les susceptibilités naturelles, trouver un équilibre entre la susceptibilité de Parti et la nécessité d'approfondir la stratégie unitaire à laquelle il n'est pas question de renoncer.

Cela suppose que, cet équilibre, nous le trouvions en avant, en approfondissant cette stratégie d'unité et des négociations, que nous avons suivi depuis trois ans. Et ce sera, je l'espère, le rôle des assises, je dirai à quelles conditions.

Ensuite, il faut asseoir l'implantation du Parti dans les entreprises. Avec nos maigres moyens, je crois que les résultats acquis ne sont pas négligeables, mais nous pouvons avoir, non pas 500 sections d'entreprises, mais 1.000 ou 1.500, et nous savons bien que c'est là, quelque chose d'absolument fondamental pour notre Parti. Comme le disait un responsable C.F.D.T. qui s'appelle Héritier, c'est en fonction de sa composition sociale que se définit en dernière analyse l'orientation de la nouvelle organisation.

Et je crois qu'il est bien vrai que si nous, nous arrivons à implanter solidement le Parti dans la classe ouvrière, ce sera une garantie quant à la permanence de sa stratégie, quant à la bonne exécution du programme commun.

J'en viens aux conditions. Je crois qu'on peut les résumer sous trois rubriques :

Il faut que cette opération sorte vers le haut, comme Epinay, si je peux me permettre une comparaison. Pour cela, l'opération ne doit pas être un certain nombre de choses.

D'abord, elle ne doit pas être la mise au rancart du programme commun de gouvernement, sous prétexte de projet de société et de débat idéologique.

En deuxième lieu, elle ne doit pas mettre en cause l'équilibre du Parti qui s'est réalisé autour de François Mitterrand.

Et en troisième lieu, cela ne peut pas être l'opération d'un courant contre un

autre.
Qu'est-ce que ça peut être ? Cela peut être trois choses :
D'abord, cela peut être un débat politique clair et à cet égard je trouve que le rapport de Pierre Mauroy est comme un peu le clair-obscur de Vermeer, et à ce grand Flamand je voudrais opposer Gauguin, avec ses couleurs franches : d'où venons-nous, où allons-nous, qui sommes-nous ? Je crois que l'objet des assises, c'est d'y répondre. Eh bien, on ne peut pas parler seulement du projet de société, Jamboree an 2.000 ; comme Didier Motchane, il faut aussi poser le problème de la transition, de la stratégie du Parti, de la conception du Parti, parce que, devant l'autogestion, c'est sérieux.
Sur la finalité de l'autogestion, tout le monde est d'accord, mais le problème est de savoir comment on y arrivera et comment la transition Socialiste conduira à un Socialisme d'autogestion.
Je crois que c'est ce débat qu'il faut avoir. Il faut que ce débat soit mené correctement, démocratiquement. Au niveau de la préparation, il faut que toutes les tendances soient associées, et au niveau du résultat il faut que ce soit le Parti, dans ses instances, et c'est le sens de la Convention autogestion, transformée ou non en Congrès extraordinaire, que de ratifier le résultat de ces assises. Et je suis d'accord avec Jospin, à ce niveau, pour dire que c'est au Parti de se prononcer, au vu des documents qui lui seront soumis.
Je conclus en disant qu'il y a une dernière condition : elle concerne l'élargissement de la direction.
Le rapport de Pierre Mauroy vise à modifier la composition de la direction, en dehors des Congrès. Ceci n'est pas conforme à nos statuts, c'est une procédure exceptionnelle sur laquelle il faut réfléchir. Ceci n'est pas conforme à la règle qui, d'après l'article 16, lie le choix de la direction et le choix d'une ligne politique. Alors, est-ce qu'il y a lieu de ne pas appliquer l'article 16 ? Je m'interroge un peu. Est-ce qu'il y a lieu d'avancer encore plus qu'on l'a prévu le Congrès Ordinaire ? Que faut-il faire ? Je crois que ce sera le rôle de la Convention de l'automne de le dire, au vu des résultats des assises.
Qu'on ne s'y trompe pas. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à tout pour faire en sorte que cette opération d'élargissement du Parti réussisse, pour qu'elle réussisse dans la clarté politique et, à cet égard, il n'y a pas besoin d'un nouvel Epinay, il faut approfondir la ligne d'Epinay. C'est sur cette base que nous avons progressé, c'est sur cette base que nous renforcerons et c'est sur cette base que nous triompherons !
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Pierre Joxe, pour dix minutes. Ce sera ensuite François Mitterrand.

Pierre Joxe
Camarades, au point du débat, je me contenterai de traiter d'une seule question en renonçant à développer ce que j'aurais souhaité dire sur différentes questions d'actualité. Au moment où nous envisageons l'élargissement du Parti Socialiste,

Fondation Jean Jaurès

comment ne pas penser aux conséquences sur l'action politique de notre pays, de l'abaissement du droit de vote ou aux perspectives ouvertes à notre Parti, lors de la récente campagne présidentielle, par les progrès que nous avons accomplis dans les milieux agricoles ?
Je ne parlerai pas de cela, Je parlerai d'une seule question qui a été, à mon avis, insuffisamment évoquée aujourd'hui, ce sont les conséquences de l'évolution des rapports entre les forces syndicales sur la position de notre Parti.
Vous le savez, depuis les origines du mouvement ouvrier en France, les divisions politiques et les divisions syndicales se recoupent, se recouvrent, se rejoignent. C'est à la suite de divisions au sein de la Gauche que la Confédération Général du Travail s'est scindée en deux : C.G.T. et C.G.T.-F.O.
C'est dans les mêmes conditions, à la même époque que, fait rare, la fédération de l'Education Nationale est restée, elle, unie, partagée aujourd'hui par différentes tendances et par des courants qui recoupent les divisions du mouvement syndical, et aussi parfois, les divisions de la Gauche.
C'est aussi sous l'influence d'une évolution politique que la C.F.T.C. s'est d'abord transformée en C.F.D.T. puis, dans des Congrès importants, a accompli un chemin remarquable vers une définition du Socialisme.
Or, nous les Socialistes, depuis le Congrès d'Epinay, nous vivons en notre sein, dans nos rangs cette division du monde syndical. Nous sommes l'un des rares partis, peut-être le seul grand parti à connaître cette cohabitation entre militants d'organisations syndicales différentes parfois opposées sur des questions importantes.
Nous avons vécu avec cela et au moment où des discussions se sont engagées avec certains dirigeants importants de la C.F.D.T.,comment ne pas se souvenir et comment ne pas jeter un regard vers la Confédération Générale du Travail qui a fourni et qui apporte de nombreux militants au Parti Socialiste, qui ne lui apporte pas que des militants toutefois. En effet, la Confédération Générale du Travail, ses positions, idéologiques, son expérience, son implantation, son sens des responsabilités politiques, a, depuis longtemps, déjà apporté un appui massif au combat des Socialistes pour l'union de la Gauche et dans l'union de la Gauche.
Par ses positions idéologiques anciennes, toujours réaffirmées et claires, sur l'appropriation collective des moyens de production, elle rejoint certaines de nos préoccupations, et au moment ou d'autres groupes, d'autres organisations ou d'autres personnalités veulent rejoindre le combat Socialiste dans notre organisation, en publiant un texte qui ne fait aucune référence aux problèmes importants de l'appropriation collective des moyens de production, il faut nous rappeler cela.
Par son expérience des luttes au sujet de la C.G.T., par son implantation massive des centaines de milliers, de millions d'adhérents, voilà une organisation vers laquelle les Socialistes doivent tout naturellement se tourner, lorsque l'on pense à l'élargissement du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Il y a dans les rangs de la Confédération Générale du Travail, et depuis

longtemps, des milliers, des centaines de milliers de camarades, de militants sans parti. Beaucoup nous ont rejoint, beaucoup vont nous rejoindre encore.
Ce n'est pas d'hier, ce n'est pas d'avant-hier, c'est depuis longtemps, c'est même avant la lettre que la Confédération Générale du Travail, ses organisations de base, ses militants ont rejoint et ont participé au combat de l'union de la Gauche.
Sens des responsabilités. Soutien immédiat. Soutien à l'union de la Gauche, soutien massif, soutien sans réserves. A la différence d'autres forces qui nous rejoignent aujourd'hui et dont nous nous félicitons.
C'est en fonction de ces considérations que je pense qu'il ne faudrait pas laisser croire à des centaines de milliers de militants de la Confédération Générale du Travail, qu'ils n'ont pas leur place dans le Parti Socialiste. Je crois qu'il faudrait leur dire, au contraire, et je suggère à la Convention nationale du Parti Socialiste de l'exprimer d'une façon ou d'une autre - et je demande à François Mitterrand d'y donner écho dans les jours et peut-être dans les minutes qui viennent - je crois qu'il faudrait, donc leur dire, au moment où des discussions sont engagées avec le PSU ou d'autres groupes, avec les responsables et les militants de la C.F.D.T. : "Dans le passé, vous avez beaucoup contribué à la construction et au succès de l'union de la Gauche. Depuis Epinay, vous êtes nombreux à avoir rejoint nos rangs ; depuis quelques semaines, on le voit, je viens du Creusot où une section Socialiste récente s'est constituée sur la base d'une seule entreprise - il n'y a qu'une entreprise, c'est Schneider -presque exclusivement de ceux qui appartiennent tout naturellement à la C.G.T. car c'est la plus grande organisation syndicale là-bas, nombreux qui continuent à rejoindre nos rangs.
Eh bien, il faudrait leur dire : "Vous continuez à rejoindre nos rangs, eh bien, naturellement, le Parti Socialiste vous attend en grand nombre" ceux des militants de la C.G.T. qui sont aujourd'hui sans parti et qui souhaitent s'engager dans le combat politique, doivent savoir, mais nous devons le leur dire, qu'ils ont leur place dans le Parti Socialiste. Il ne faut pas oublier que c'est quelque chose qui peut avoir son importance, compte tenu du fait que dans un passé, pas si ancien, trop de gens considéraient qu'il y avait une sorte de domaine réservé à chaque parti, un terrain syndical de prédilection ; ce n'est pas notre cas et nous devons le dire. Faute de quoi, paradoxalement, les progrès de l'union de la Gauche figeraient en quelque sorte les vieilles divisions syndicales. Au contraire, en le faisant, et si vous le souhaitez en le faisant dès aujourd'hui dans la motion finale, notre Convention nationale, sans même avoir autant de problèmes de négociations, de délégations, de rencontres, d'assises générales, ce sont des milliers et des dizaines de milliers de militants, encore une fois, formés, expérimentés et qui ont déjà montré leur volonté de se battre pour l'union de la Gauche, qui rejoindront en grand nombre et précisément sur le terrain où nous souhaitons développer notre implantation, c'est-à-dire dans les entreprises, ce sont des dizaines de milliers de militants qui rejoindront notre Parti. Nous avons besoin d'eux !
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Pierre Joxe d'avoir scrupuleusement respecté son temps de parole et d'avoir ainsi facilité la tâche du président dont le rôle de chien de garde des temps de parole n'est pas toujours bien agréable à remplir.
Je donne maintenant la parole à François Mitterrand.
(Applaudissements)

François Mitterrand
Mes chers camarades, je limiterai mon intervention au sujet même qui nous préoccupe et je réserverai pour d'autres occasions dont je vous dirai un mot, les développements que nécessite la situation générale.
Pour l'instant, notre Convention, après avoir rapidement passé - c'était bien normal, nous en avons fait le tour - sur les résultats de l'élection présidentielle, se préoccupe de l'avenir et cherche à dessiner les contours qui seront par l'histoire d'autre fois modifiés, du Parti Socialiste, en s'inquiétant de savoir dans quelles conditions, pour quoi faire et aussi autour de quelles structures ?
Dans mon esprit, tout cela est très simple.
L'appel que j'ai lancé s'adresse à tout le monde. Naturellement, dans un moment, j'essaierai de préciser cette façon de voir, mais cet appel s'adresse à tout le monde ou plutôt à tous ceux qui sont en mesure de l'entendre, intellectuellement, politiquement, socialement.
En effet, des centaines de milliers d'hommes et de femmes, qui s'interrogent comme nous, qui s'intéressent au Parti Socialiste, même s'ils ne l'ont pas rejoint, pourraient le rejoindre - ils viennent de tous les bords. Alors, comment définir, par rapport à nous j'entends bien, la Droite ou la Gauche ? Quelle est la limite de l'ignorance ou de l'indifférence ? L'ouverture du Parti Socialiste ou son élargissement ne connaît aucune autre frontière que le choix de la stratégie, que le contenu théorique et que les objectifs politiques.
Il convient donc beaucoup plus, plutôt que de se questionner trop longtemps sur la signification de cette ouverture, de savoir quels sont ces niveaux théoriques, politiques et stratégiques et si l'on s'aperçoit que nous n'en changeons point alors ce sera vite fait étant bien entendu que nul ici n'a posé la moindre réserve à l'entrée en masse de nouveaux camarades au sein du Parti Socialiste quitte à formuler un certain nombre d'interrogations sur le fait. Après tout, pourquoi réserver un sort particulier à des adhérents nouveaux, alors que depuis quelques mois, nous recevons individuellement déjà tant de concours ? Qu'y aurait-il de nouveau de si important qui justifierait une procédure nouvelle ?
Je vous le répète, il faut être très simple dans ce domaine, Je pense que l'élargissement du Parti Socialiste doit naturellement se réaliser, je dirai presque par priorité évidente, par nécessité de l'histoire, vers ceux qui ne sont pas déjà parmi nous, par le hasard des conflits politiques de ces dix, vingt ou trente dernières années, mais qui, autant que nous - et nous autant qu'eux - peuvent se prévaloir de l'idéal Socialiste et de la volonté de rupture que suppose l'édification d'une société Socialiste. Si nos voies ont divergé, vous observerez que c'est toujours par accident et non point autour de débats idéologiques qui, sans cela, seraient aussi réels et peut-être aussi profonds à l'intérieur même de

notre organisation.
On a réagi d'une certaine façon en 1978. On a réagi d'une certaine façon, bien plus longtemps auparavant, en 1944 et en 1945. lorsqu'il s'est agi de savoir si la SFIO serait, à l'époque, en mesure d'élargir ses frontières. On a réagi, politiquement, au hasard de ce qui s'est produit pendant les quinze années du régime gaulliste. Mais en vérité, tous les débats qui sont poses dans les autres familles Socialistes, nous les retrouvons chez nous. N'essayons pas de nous distinguer uniquement par rapport à ce type de débats. Il est sain qu'ils aient lieu chez nous ou au-dehors, ce n'est pas une marque distinctive profonde que de constater qu'ils ont lieu, soit dans d'autres organisations, soit au sein du Parti Socialiste.
Alors si nous attribuons une importance particulière à l'adhésion individuelle, même si c'est dans le même moment, d'un certain nombre de camarades qui se trouvent aujourd'hui dans d'autres groupements politiques ou bien qui, appartenant à d'autres groupements ou organisations syndicales, ne sont pas en mesure de passer par ces organisations syndicales pour obtenir une adhésion collective dans un Parti politique, examinons chaque cas, essayons de les résoudre dans un esprit qui doit être celui qui a été défini par la plupart d'entre vous.
Eh bien, oui, le Parti Socialiste est ouvert à tous ceux qui pressentent qu'ils y seront bien pour le service du Socialisme. Cet appel s'adresse aussi bien aux adhérents de tout autre syndicat qu'aux adhérents de celui dont nous avons parlé davantage et, en ce sens, je rejoins parfaitement Pierre Joxe - tout comme j'ai entendu l'appel de ceux qui évoquaient la situation des adhérents de la fédération de l'Education Nationale qui fournit déjà combien de militants et de dirigeants au Parti Socialiste, ou bien de Force Ouvrière, ou bien - pourquoi pas aussi - de la Confédération ou de toute autre organisation des Cadres, ou bien encore des organisations agricoles que nous avons trop souvent tendance - et Josselin avait raison de le rappeler tout à l'heure - à négliger au niveau des luttes sur le terrain.
Bref, il n'y a pas de limitations. Je pense que personne, ici. ne songe à réclamer l'adhésion de ceux qui mènent un combat au sein du Patronat français, mais pourquoi préciser ce qui est inutile et pourquoi sembler - je l'ai aperçu dans quelques interventions - pourquoi faire comme si d'autres y pensaient ? Ne nous livrons pas ce type de procès, cela ne serait pas digne de nous.
Pas davantage, qui songe à abandonner le programme commun ?
J'ai entendu ici quelques camarades, dévoués venir au secours de ce programme commun, dont il semblerait que certains voudraient la disparition ou l'oubli. Qui donc à jamais dit cela ? Le programme commun a été décidé au Congrès d'Epinay, il a été conclu avec le Parti Communiste et les Radicaux de Gauche ; il a gouverné nos choix fondamentaux, il continue d'être notre contrat politique pour les années qui viennent. Si le prix d'un accord avec qui que ce soit devait être le programme commun, il ne pourrait y avoir d'accord avec personne, mais, je le répète, est-il un seul d'entre vous qui ayez songé à cela ou qui ayez pu supposer que la direction du Parti, que le Premier secrétaire, se soit engagé sur

ce terrain ?
Le problème est de savoir si le programme commun répond, à lui seul, à toutes les questions or, cela non plus, nul ne l'a prétendu. A tout moment, nous sentons bien, dans notre travail de militants, comme je l'ai senti dans mon travail de Candidat, se poser un certain nombre de problèmes par des militants politiques mais aussi par beaucoup de citoyens qui ne se reconnaissent pas très bien dans le dédale de nos discussions théoriques et qui ressentent comme un besoin d'avoir au-devant d'eux, pour les années à venir et peut-être même pour leur génération, ce que certains appellent - le terme est ambitieux - un Projet de société. Et il nous faut, vous et moi, vous comme moi, moi autant que vous, constamment aller de l'un à l'autre.
Le programme commun, qui est signé pour cinq années - c'est-à-dire qu'il a encore devant lui quatre ans, la stratégie durera d'ailleurs plus longtemps, le texte, lui, nous engage pour les quatre ans qui viennent et ce qui dépassera ce court terne s'appellera le moyen terme, si l'on s'en tient aux dix années à venir tout le long terme si l'on parle du travail de la génération, où est la contradiction ? le programme commun, donc, a un objectif très précis, cet objectif ne couvre pas tout le terrain de la recherche Socialiste, et puis, après tout, pourquoi se refuser à aborder un terrain de discussions qui concerne aussi bien la vie de l'esprit que les recherches du travail, le combat sur le terrain pour obtenir un avantage matériel quantitatif de tout ce qui fait le fond de la vie et qu'on appelle les valeurs fondamentales, les valeurs réelles, l'aspect qualitatif, la qualité de la vie - terme dont nous faisons et dont nous ferons bien meilleur usage que celui que prétendent aujourd'hui nous proposer les gens qui, au gouvernement, se contentent de se servir des mots pour oublier les choses.
Par conséquent, c'est clair : nous cherchons et nous appelons tous les Français qui peuvent, demain, se reconnaître dans le Socialisme tel que nous avons cherché à le définir à travers, maintenant, 3/4 de siècle - hommage à ceux qui nous ont précédés - ou bien, tout simplement en trois ans. Là est notre travail.
A quelle condition ? J'ai l'air de me contredire aussitôt, et je ne le crois pas pourtant. Simplement, nous avons pouvoir, en tant que responsables politiques, de définir avec la plus grande précision, je le répète, cette stratégie politique, théorique. Mais là dessus il me semble qu'il faut bien se garder de construire ce qu'un a appelé - on m'a même une fois, cela a paru très singulier, reproché d'y avoir songé -un parti fourré-tout. Fourre tout oui, pour les Socialistes, et pour les Socialistes qui correspondent à un certain type de construction humaine, ceux qui cherchent - mais cela me mènerait trop loin dans cette intervention - à rompre un rapport de force inscrit dans les rapports de production, à le renverser, et donc à libérer l'homme de l'exploitation économique, en même temps qu'ils recherchent les données de la libération culturelle, ce qui signifie naturellement respect des libertés, celles du droit public, et celles qu'il s'agit désormais de définir dans les conditions de la vie au travail,
Mais pas parti fourre tout dès lors qu'il s'agirait d'enregistrer l'adhésion de ceux qui obéiraient au sentiment d'un moment, à l'émotion d'un soir, à la solidarité d'une campagne présidentielle, disons à une sorte d'éveil à un sentiment de

l’histoire. Non, pas parti fourre tout à quiconque ne se reconnaîtrait pas dans la volonté d’instituer une société nouvelle, qui sera tout simplement la société Socialiste.
Mais ne croyez-vous pas que les citoyens désireux d’adhérer au Parti Socialiste ne seront pas fixés eux-mêmes cette frontière, ou bien qu’ils ne la rencontreront pas très vite si, venus à nous, ils suivent avec assiduité les travaux qui nous feront nous retrouver au cours des mois et des années à venir ? Croyez-vous que si certains se sont fourvoyés depuis 1971, à Epinay, croyez-vous qu’ils sont encore parmi nous ? Et s’ils sont encore parmi nous, ne faut-il pas croire que c’est avec l’adhésion de l’esprit et du cœur !
Bref, je ne reconnais à personne le droit de définir pour un autre la qualité et la capacité d’adhésion, en dehors de la nécessité où je me trouve, en tant que Premier secrétaire du Parti Socialiste, d’indiquer aux Françaises et aux Français qui viennent à nous ou s’apprêtent à y venir, qu’il s’agit bien de travailler, ne nous y trompons pas, à une société Socialiste, et pas seulement à je ne sais quelle société de transition qui permettrait de mêler les rêves confus des libéraux et des Socialistes.
En second lieu, il est évident que notre combat se situe sur un plan de lutte des classes. Qui donc aurait peur des mots ? J’observe dans bien des discours de certains camarades chez eux, dans leurs villes de province ou bien ici, une certaine prudence que je n’ai pas. Il est vrai que le combat de ces dernières semaines a été plus clairement encore que d’autres, mais dans la même ligne, la mise en place très claire sur un terrain de bataille, puisqu’il faut prendre ce qu’on peut prendre des comparaisons militaires, de deux corps organisés l’un face à l’autre, et qui épousaient très strictement les contours, à quelques nuances près, et toujours à notre détriment - je vous en dirai un mot tout à l’heure - les contours de classe.
Et si nous employons l’expression, depuis Epinay, pour nous-mêmes en tant que parti - nous n’en sommes pas les auteurs - de "front de classe", c’est parce que nous pensons que l’évolution du monde industriel ne peut identifier exactement les contours de classe tels qu’ils se définissaient aux alentours de 1880 avec ceux que nous connaissons aujourd’hui, dans la définition, par exemple, du producteur de plus-value. Mais la notion de front de classe n’en reste pas moins très précise, et signifie que, qui exploite par les moyens de production, et le cas échéant par les moyens de distribution, ne peut pas être l’un des nôtres, tandis que ceux qui sont exploités ou dominés, ceux qui ne sont pas libérés, ont une vocation naturelle, quels que soient leurs groupes sociaux, à se retrouver Socialistes.
Je voudrais que chaque membre de cette Convention, que chaque membre du Parti Socialiste, ait toujours dans l’esprit cette phrase : "je ne te demande pas comment tu votes, je te demande comment tu vis".
(Applaudissements)
Quand nous aurons fait cette distinction, nous apercevrons les millions de Français qui ne votent pas pour nous, mais qui vivent de telle sorte que si nous savons nous expliquer, ils viendront à nous, parce qu’ils vivent de telle sorte que

Fondation Jean Jaurès

la prise de conscience est certaine, si leurs camarades et leurS frères, je veux dire les Socialistes engagés, persévèrent dans leur effort d'explication et de pédagogie.
Là est la conquête à faire.
Ne nous intéressent pas, sur le plan du Socialisme j'entends bien, les groupes socioprofessionnels qui ne participent pas de cette explication, alors qu'au niveau du pouvoir et du gouvernement, les Socialistes au pouvoir entendraient bien mener à son terme leur entreprise Socialiste, en protégeant les intérêts légitimes de tous les groupes socioprofessionnels, y compris ceux qui nous combattent, dès lors qu'il ne s'agit pas de l'ennemi même, de l'adversaire qu'il faut détruire, et par nécessité, puisqu'il ne peut y avoir aucune compatibilité entre la détention des moyens d'oppression et la libération entreprise par les Socialistes.
A partir de là, pas de parti fourré-tout ; respect des contours, du front de classe, par allusion au Parti Socialiste, maintien - et pourquoi s'agirait-il de faire autrement - du programme commun, quitte à perfectionner tel ou tel de ses aspects, définition aussi précise que possible de ce projet de société qui inquiète certains d'entre nous. Eh bien, s'il est trop vide, remplissons-le, et comment le remplirait-on sinon en discutant ? Pourquoi refuser tel ou tel bon ouvrier ? Pourquoi refuser telle ou telle qualité de réflexion ?
Nous sommes assez grands, nous sommes adultes, au Parti Socialiste. Et qui pourrait imaginer que nous serions prêts à consentir à des concessions pour le plaisir d'être plus nombreux, qui nous feraient renoncer à ce qui est le meilleur de nous-mêmes ?
A partir de là, le projet de société reste à construire. Nous pouvons dire avec quelque orgueil que nous y avons contribué à travers l'histoire, et notamment ces derniers temps. Mais nous ne sommes pas les seuls porte-parole de la loi, nous n'avons pas reçu les tables sur une montagne. La discussion est ouverte, et la raison de l'un ou de l'autre doit s'affronter à l'explication de celui qui de bonne foi vient jusqu'à nous.
Voilà pourquoi aucun de ces termes ne doit être exclu. Voilà pourquoi il faut faire un appel à tous ceux qui demain se reconnaîtront dans le Socialisme, par le Parti Socialiste.
Alors, c'est entendu, je ne sais pas ce que dira la Commission des résolutions, mais ni notre titre, ni l'essentiel de nos structures, ni surtout la stratégie, ne peuvent être mis en cause par les discussions à venir, et je ne crois pas qu'aucun de nos partenaires ait jamais songé à nous en demander davantage.
Le rapport de Mauroy est à mes yeux un rapport excellent. Il est plus clair que ne veut bien le dire Jean-Pierre Chevènement, que je renverrai pour le clair-obscur davantage à Rembrandt qu'à Vermeer, car pour ce qui concerne Vermeer, j'aime mieux son bleu que son noir, et à partir de là je pense que la référence serait plutôt flatteuse.
(Applaudissements)
Mais j'accorde à Jean-Pierre Chevènement que Rembrandt, ce n'est pas si mal que cela !

Ce rapport introductif est un bon rapport, et il est suffisamment précis pour que nous sachions, nous, ce que nous voulons. Et dans la mesure où il présente quelque obscurité, c'est parce qu'il ne prétend p;js dicter aux autres ce qu'ils ont à faire, il se contente d'organiser les structures provisoires qui leur permettront de le savoir. Voilà. C'est tout.

Court-on le risque de voir les propositions de ces Commissions ou de ces assises imposées au Parti Socialiste, sans que celui-ci en décide ? Encore une fois je reprendrais le même terme de discours, qui donc pourrait y songer ? Et qui donc pourrait y prétendre ? Qui oserait se présenter devant des assises du Parti Socialiste, des assises nationales, après avoir joué de son titre, doe son emblème, de son programme, de ses statuts ou de son existence, sans en avoir référé au Parti Socialiste représenté par ses délégués ?

Cessons ce type de querelle, la question n'est pas posée.

Simplement, sur le plan des tactiques internes à notre institution, il y a ceux qui voudraient que se déroulassent avant le départ des assises le maximum de discussions internes au Parti. Je crois vraiment que nous sommes assez informés. Cette Convention a son objet, et son objet sera rempli. Moi je craindrais que l'accumulation des procédures internes au Parti Socialiste avant la tenue de ces assises, qui seront informelles, tant qu'elles ne recevront pas le label du Parti, soit un moyen de retarder l'échéance, et peut-être de signifier une forme d'opposition.

Je ne sais lequel d'entre vous - et je crois même qu'il y en a eu plusieurs - a répété ici même - qu'il ne fallait pas perdre de temps. 11 me semble avoir entendu Verdier le dire. En tous cas nous n'avons pas à faire la conquête dans la mesure où nous savons bien que des dizaines de milliers d'adhérents viennent naturellement chez nous par adhésions individuelles. Nous ne pouvons pas ignorer, parce que nous sommes des politiques, qu'un problème particulier se pose là où ces individus se trouvent déjà engagés dans une organisation, qu'il y a des questions d'orgueil de parti parfaitement légitimes - je pense au P.S.U. qu'il y a des notions de solidarité - je pense aux responsables importants de la C.F.D.T. qui ont lancé de leur côté un appel, à notre compréhension.

Je sais bien qu'en fin de compte chacun d'entre nous est un individu qui adhère à une organisation, cette organisation, c'est le Parti Socialiste. J'admets, parce que j'essaie de ne pas enfermer la vie dans des catégories étroites qui toutes devraient se soumettre à mon raisonnement - qu'il puisse y avoir des chemins légèrement différents, à la condition qu'à la fin du compte chacun se trouve devant les même obligations, dans la même formation politique, soumis à la même stratégie, et recherchant à fonder la même société.

Voilà, chers camarades, ce que j'ai à vous dire là dessus, étant bien entendu, qu'à partir de là il faut entre nous parler clair, et je dirai même qu'il faut parler sérieusement.

Parler clair. Que voulons-nous faire ? Nous enregistrons déjà peut-être 20 à 30 000 adhésions nouvelles. Nos dernières statistiques se reportent à une date qui nous permet de supposer ce chiffre, puisque nous n'avons pas pu faire de recensement au delà de la fin mai, lesquelles adhérions de la fin mai émanaient

Collection Jean Jaurès

de camarades qui eux-mêmes avaient adressé leur lettre dix ou quinze jours plus tôt.
Dans la plupart de nos fédérations, sinon dans toutes - mais je crois que c'est un phénomène général - vous observez l'arrivée de dizaines et de dizaines de nouveaux camarades et l'adhésion de nombreuses sections. Cela est dû à un effort dont vous êtes communément responsables.
J'ai mené cette campagne dans la mesure où tel était mon rôle mais je sais bien qu'il y eut dans le moindre village et en tous cas dans toutes nos fédérations, des candidats potentiels plus militants que moi puisqu'ils étaient anonymes, et qui faisaient le même travail. C'est ce relais, c'est cette chaîne établie entre nous au sein de laquelle je ne fais aucune distinction, quels qu'aient été les commentaires de presse dont je ne suis pas responsable, qui me permet de dire, en reprenant des termes ici déjà employés, que le Parti Socialiste est en bonne santé, et qu'au-delà des courants qui ont tendance, dans les périodes intermédiaires, à prendre un aigu excessif toutes les tendances dans le combat ont été solidaires.
Parler clair, cela veut dire que le Parti Socialiste a le désir d'accroître son audience, et je crois que l'objectif des 150 000 adhérents est un objectif nécessaire et raisonnable. Si le courant qui semble de dessiner ne fléchit pas, et cela dépend beaucoup de nous, au cours des prochains mois le Parti Socialiste sera en mesure de devenir ce pourquoi il a été fait, c'est-à-dire la grande formation politique de la Gauche, fidèle à l'union de la Gauche, et représentative d'un type de société auquel ont rêvé les anciens d'il y a un siècle et demi, dans cette impossible combinaison, semblait-il de l'organisation d'une société fruit de l'intelligence et du caractère, et qui cependant respecterait avec scrupule la liberté de chaque individu.
Parler clair, cela veut dire, et certains d'entre vous ont insisté, à mon avis, avec beaucoup de justesse de ton sur cet aspect des choses, évitons la terminologie démagogique. Lorsqu'il m'a fallu, avec vous, expliquer par exemple de quelle façon nous pouvions harmoniser les thèses théoriques de collectivisation, j'ai proposé, je le reconnais, une explication modérée, sur le conseil de la plupart d'entre vous, qui en somme approuvaient par avance, ma qualité de candidat à la présidence de la République, les difficultés qui seraient les leurs en leur qualité de futurs candidats aux élections municipales, aux conseils généraux ou aux élections législatives, et qui après tout souhaitaient vivement que je puisse m'expliquer davantage sur le mot de propriété. Après tout, plus je limitais l'effet des doctrines, mieux j'étais reçu par ceux qui se trouvaient sur le terrain,
Il faut naturellement trouver une limite à cette évasion.
Devant les responsabilités théoriques, alors, soyons clairs et soyons sérieux, recherchons en toutes circonstances cet alliage entre ce qu'il est juste de faire et ce qu'il est possible de réaliser, sans jamais opposer ces deux termes : possibilité, nécessité.
Je reçois, je dois dire, assez mal, sans monter du tout sur mes grands chevaux la critique qui tendrait à laisser entendre que j'aurais cherché pendant ces cinq semaines à séduire une majorité de citoyens en abandonnant l'essentiel de ce

que j'avais la charge d'expliquer. Permettez-moi de vous dire que cela m'eut été possible, et que si je l'avais fait en échange du succès qui me le reprocherait aujourd'hui ? Et cependant j'ai pensé que le succès ne valait pas ce prix.
(Applaudissements)
Je ferai d'ailleurs observer et je dirai cela à nos camarades de la Bataille Socialiste, qui porte un beau nom, d'ailleurs historique, que ma philosophie dans cette affaire a été plus proche de celle de Philinte que de celle d'Alceste, C'est vrai, je n'ai pas proposé la vérité Socialiste en offensant tout le monde au passage, et ceux qui me proposent la philosophie d'Alceste, je les écoute avec sympathie dès lors que leur jeunesse et leur virginité politique les y autorisent, avec un sourire dès lors que leur passé me montre que ni Alceste, ni Philinte, ne furent jamais les maîtres de leur vie,
(Applaudissements)
J'aurais donc dû proposer un autre projet de société... Tiens ! Nous y sommes ! Dommage que le travail n'ait pas été réalisé bien que le programme Socialiste, soit riche de propositions, il ne faut pas l'oublier, celui-là !
Projet de société. Si nos camarades ont l'obligeance de bien vouloir nous remettre le leur et de nous dire quelle est la société qu'ils voulaient construire à la place de celle que j'ai bien modestement proposée, en votre nom, aux français, comme je serais sensible à cet apport ! Mais, pour l'instant, comme ce monde si riche de virtualité se limite à une ou deux phrases dans des motions vengeresses, sans jamais atteindre le niveau de la proposition ou de la claire conception du monde à construire, j'attends avec patience. Mais cela me fournirait, et à nous tous, en tout cas d'ici les assises d'octobre ou de novembre, un fier concours si tous les lanceurs d'idées étaient en mesure de traduire ces idées sur le papier avant de les traduire en actes.
Alors, j'invite tous ceux d'entre vous qui y sont disposés à parler sérieusement et a penser que le Socialistes et le Parti Socialiste ne sont pas simplement un champ clos où chacun cherche à dépasser l'autre sur le plan du vocabulaire ; je peux, comme vous, venir ici avec une encyclopédie et compter sur une imagination verbale qui ne cèdera a personne !... Attendez que je m'y mette ! (Rires)... et vous verrez qu'à partir de là vous n'y reconnaîtrez plus vos petits ! (Rires)
Alors, parlez sérieusement, parlons sérieusement d'économie et de réformes sociales, parlons correctement de la bataille monétaire, parlons sérieusement du rapport des forces dans le monde. Nombreux ont été, parmi tous ceux qui l'ont fait cet après-midi et ce matin et je dire toujours profit de mes voyages dans les fédérations, simplement, il ne faut pas que dans les moments utiles, ou cruciaux, c'est à dire les Conventions Nationales ou les Congrès, les Socialistes cèdent à ce mauvais démon qui consiste à penser que l'on peut construire ensemble un monde que l'on néglige d'entreprendre tout le reste du temps.
(Applaudissements)
Chers camarades, parlez clair et parlez sérieusement autour de l'élargissement et de l'ouverture du Parti Socialiste, sur des bases fermes de respect du contrat qui s'appelle l'union de la Gauche et le programme commun, de la définition la plus

Fondation Jean Jaurès

stricte, champ de conquête du front de classe, de l'appel à tous ceux qui, de l'autre côté de ce front, par besoin intellectuel ou spirituel, seraient prêts à rallier nos rangs, cherchons à présenter à la France un parti de gouvernement, qui pour autant n'aura pas cessé d'être un parti de transformation en profondeur de ses structures, le gouvernement étant tout simplement l'un des moyens, pas toujours le meilleur, mais parfois décisif - de transformer la société.
Je voudrais pour cela, avant de conclure ou pour conclure, vous dire que, pour ce qui me concerne, et afin de répondre à toutes les questions qui ont été posées par celui-ci ou celui-là au cours de ces dernières semaines, j'entends assumer la fonction que je dois à votre confiance en me plaçant dans les trois perspectives qu'elle comporte :
La première de ces perspectives, c'est d'assurer le développement du Parti Socialiste, son élargissement, son épanouissement, afin de lui donner comme objectif premier, initial, la conquête des suffrages de 25% des Français.
La deuxième perspective, c'est de préserver et d'approfondir l'union de la Gauche, qui reste l'axe de notre stratégie.
La troisième perspective, c'est de poursuivre avec vous le combat politique dont la campagne présidentielle n'a été qu'une étape et de le mener au moins jusqu'à son terme normal, je veux dire la victoire, (applaudissements)
C'est ainsi, chers camarades, que sûrs de nous-mêmes, décidés à ne point obéir aux injonctions des péripéties, cherchant à situer le Parti Socialiste bien au-delà de ce qu'il est, bien au-delà de ce qu'il sera jamais - jamais, chers camarades, jamais, aussi nombreux que vous serez, aussi fermes dans vos convictions, aussi présents sur le terrain, jamais vous ne répondrez tous ensemble à la question fondamentale ! Toujours, toujours, nous serons inférieurs à la mission qui est la nôtre, à tout moment nous devrons lutter contre nous-mêmes, parfois casser nos structures, refuser la commodité qui veut qu'un parti à la longue, refermé sur lui-même, se substitue à sa propre mission et, d'abord, se substitue aux masses, aux travailleurs qu'il a charge de représenter ! Jamais nous ne serons au but de notre peine pour le temps qui vient, avec les moyens qui sont les nôtres, partis de quelques dizaines de milliers d'adhérents, nous pouvons raisonnablement nous fixer pour objectif, dans les années qui viennent, d'être le rassemblement des hommes et des femmes qui auront su d'abord proposer une société nouvelle et qui auront été capables ensuite de forger l'instrument.
Quand il s'agira, ayant gagné, d'agir, nous serons, croyez-moi, tous ensemble !
(très vifs applaudissements prolongés)

Le président - Camarades, vos applaudissements témoignent assez de la sympathie et de la chaude estime que vous apportez à notre Premier secrétaire, qui prend la parole devant un instance nationale du Parti pour la première fois depuis la magnifique campagne qu'il vient de mener.
Ils montrent aussi l'accord que vous exprimez avec la définition la plus élevée du combat politique tel qu'il vient de nous la donner.
Vos applaudissements témoignent également de la volonté unanime du Parti d'atteindre rapidement l'objectif de 150.000 adhérents qui vient de nous être

fixé.
Enfin, ils témoignent de votre intention d'aller résolument vers l'élargissement mentionné dans notre ordre du jour suivant les dispositions qui seront fixées par notre Convention sur proposition de la Commission des résolutions.
Voici maintenant quelle va être la suite de nos débats.
Nous avons encore 4 camarades inscrits dans la discussion générale et je vais donner immédiatement la parole au premier d'entre eux.
Ensuite Pierre Mauroy fera à la Convention des propositions pour la composition de la Commission des résolutions et celle-ci se réunira immédiatement ; il est souhaitable que ses délibérations ne soient pas trop longues. Elle reviendra le plus rapidement possible pour proposer à la Convention une résolution finale.
Je donne immédiatement la parole à Soubré pour 5 minutes, ensuite à Daniel... (protestations diverses)...
Camarades, il serait extrêmement désobligeant pour les camarades qui ont accepté de parler après le Premier secrétaire que leur tour de parole ne soit pas maintenu. Ils sont peu nombreux, ils ont demandé des temps de parole relativement courts et je vous demande de bien vouloir les écouter dans le silence auquel ils ont droit. Merci.

Luc Soubré
Mes chers camarades, je voulais renoncer à la parole mais le camarade président vient de m'inciter à la prendre. Alors, pour ne pas répéter ce qui a été dit, je voudrais vous parler de l'avenir, sans parler d'élargissement.
Je serai très bref, je voudrais vous parler de l'avenir en posant quelques questions sur l'organisation future que nous entendons avoir. Ce matin, j'ai vu un symbole : c'est au moment où Pierre Mauroy parlait de sortir de l'organisation artisanale que le bouquet de roses est arrivé, avec un peu de retard ! Il arrivait avec d'autant plus de détermination qu'il arrivait en retard !
Il faudra donc sortir de l'organisation artisanale et, pour en sortir, il faut que nous nous posions quelques questions. Ce sera très bref.
De nos jours, la gestion ne se fait qu'en décentralisant et, pour décentraliser, il faut penser à l'échelon régional ; nous ne pourrons pas gérer les centaines de milliers d'adhérents qu'on nous a promis et qui viendront, avec les structures administratives et financières que nous avons. Ce que je veux dire, c'est que le renforcement du Parti ne peut passer que par une autre organisation administrative et une autre organisation financière, par un échelon régional prestataire de services, par un échelon régional relais de l'échelon national.
C'était ces quelques réflexions que je voulais vous soumettre, étant entendu que beaucoup y pensent, que beaucoup de secrétaires fédéraux se posent des questions sur l'organisation à mettre en place et étant entendu aussi que nous en reparlerons avec les nouveaux adhérents, avec tous ceux qui nous rejoindront, (Applaudissements)

Le président - Je remercie Soubré pour sa brièveté.

Collection Jean Jaurès

Notre camarade Daniel ayant renoncé à la parole, je la donne maintenant à Pierre Bérégovoy pour 10 minutes, ensuite à Weil-Raynal.

Pierre Bérégovoy

Camarades, j'aurais volontiers renoncé à la parole car je me sentais ce matin profondément d'accord avec le rapport de Pierre Mauroy et je suis également d'accord avec ce que vient de dire le Premier secrétaire de ce Parti, François Mitterrand.

Néanmoins, si j'ai tenu à prendre la parole, c'est pour revenir sur deux ou trois points qui ont été traités et, en particulier, répondre à certaines des réticences que j'ai cru déceler dans les propos d'un certain nombre d'orateurs.

La première chose qu'il faut se dire et dont il faut bien avoir conscience, c'est que si nous débattons aujourd'hui du problème de l'élargissement, finalement en fonction des positions prises par le P.S.U. et de l'appel d'un certain nombre de militants syndicalistes, c'est tout simplement parce que le Parti se porte bien, parce qu'il s'est renforcé, parce qu'il s'est renouvelé et parce que la stratégie d'union de la Gauche fondée sur le programme commun a été vérifiée par les faits et, en particulier, par les élections présidentielles de mai dernier.

La seconde chose qu'il faut se dire, c'est que c'est aussi le résultat de la campagne des présidentielles, dans la mesure où elle a réalisé l'unité de la Gauche responsable du programme commun et de la Gauche qui se réclame du courant auto gestionnaire.

C'est un fait qu'alors qu'il y avait trois organisations unies autour du programme commun en mars 1973, il y a eu quatre organisations et parti politique de la Gauche, le P.S.U. et trois grandes centrales syndicales, pour soutenir la candidature de François Mitterrand et il est normal que cet événement ait aujourd'hui des implications sur le renforcement du Parti Socialiste,

J'ajoute que les adhésions individuelles sont un fait mais que se pose à nous un autre problème avec les adhésions de caractère collectif et que, parce que nous sommes partisans des adhésions individuelles, il va de soi que nous devons faire l'effort de compréhension nécessaire pour faciliter l'engagement collectif d'un certain nombre de camarades.

Après ce qu'a dit François Mitterrand sur la nécessité de parler toujours le même langage et lorsqu'on affronte l'électorat et lorsque nous sommes dans les Conventions, je dis qu'il est significatif et important pour la Gauche qu'après sa campagne présidentielle, où il a tenu le langage de l'unité sur les options fondamentales du programme commun, le langage de la raison et de la responsabilité au niveau de la responsabilité gouvernementale, et le langage de l'espérance pour la jeunesse, que nous n'avons jamais vue aussi nombreuse dans nos réunions, se pose aujourd'hui pour le P.S.U... et les responsables de la C.F.D.T. le problème de venir prendre place auprès de nous dans un combat qui doit être le nôtre et le leur.

C'est très important, c'est notre victoire, c'est la victoire du Parti Socialiste, de ce que nous avons fait et avant et après la campagne des présidentielles.

Collection Jean Jaurès

Alors, bien entendu, le problème du P.S.U. se pose en terme d'organisation ; tout a été dit là-dessus, je n'y reviens pas.
Et le problème de la C.F.D.T.
On nous dit : il ne faut pas fermer la porte à des militants syndicalistes, à des ouvriers qui militent dans d'autres organisations. Personne ne le demande ! Ils sont déjà parmi nous et il faut qu'ils soient encore parmi nous demain, plus nombreux. Mais, camarades, à propos de l'histoire du mouvement syndical, ne perdons pas de vue que la C.G.T, et Force Ouvrière, issue d'une scission, font partie du mouvement de la Gauche et du mouvement Socialiste depuis longtemps, quelque appréciation qu'on puisse porter sur leurs comportements anciens ou actuels alors que la C.F.D.T. est la suite d'un long processus historique. Rappelons-nous pour la C.F.D.T. qui fut la C.F.T.C., ce qu'elle était avant 1939, ce qu'elle fut après la Libération, les liens qui l'unissaient alors au M.R.P., et la lente évolution, accélérée ces dernières années, que nous avons constatée : d'abord, oui à la planification démocratique, ensuite la déconfessionnalisation, ensuite oui à l'autogestion... Il était naturel qu'à un moment donné le problème de ses rapports avec le mouvement Socialiste se pose et que le problème de l'adhésion d'un plus grand nombre de ses militants dans le Parti Socialiste se pose.
Cela ne signifie pas que nous devons fermer la porte à d'autres, au contraire, nous devons l'élargir à ceux qui ne se reconnaissaient pas encore dans le Parti Socialiste. C'est une raison supplémentaire pour consolider les acquis et ce qui est potentiel dans les autres mouvements syndicaux.
Voilà ce que je voulais dire, après d'autres. J'ai approuvé tout à l'heure le rapport de Mauroy et ce qu'a dit François Mitterrand. Je trouve qu'à ajouter beaucoup de conditions on manifesterait sans doute une mauvaise volonté. Les choses sont claires, nous ne renonçons ni à l'union de la Gauche ni au programme commun. Le Parti est le Parti Socialiste. Les statuts ne seront pas modifiés. Il s'agit simplement de trouver une procédure qui permette de faciliter aujourd'hui l'adhésion collective des groupes dont j'ai parlé.
Quant au projet de société, on a dit que nous en parlions souvent Le Parti Socialiste est assez riche d'un bouillonnement d'idées pour ne pas craindre, sur ce terrain, la confrontation avec d'autres et ma conviction est que rien ne sera terminé aux assises d'octobre ou de novembre et qu'il faudra constamment remettre sur le chantier, approfondir ce que nous avons déjà commencé, car nous ne sommes pas artisans, nous, d'une société figée, d'un modèle arrêté une fois pour toutes, nous croyons au contraire que c'est dans la confrontation permanente des enseignements du Socialisme avec la réalité, avec la puissance des faits, avec les contraintes tant sociologiques que nationales et internationales que peut naître le projet Socialiste qui doit répondre à des questions que l'on nous a posées, comme l'a dit
François Mitterrand, durant la campagne électorale.
La conclusion c'est de ne pas dire : "Oui, mais..." "Oui si...", "Oui peut-être...", "Oui sans doute..." c'est un Oui tout court, un oui d'espoir à l'élargissement du Parti Socialiste.

Le président - Merci, je donne la parole à Etienne Weil-Raynal.
(Applaudissements)

Etienne Weil-Raynal
Camarades, le Parti Socialiste va continuer sa propagande avant tout sur son programme social et économique, néanmoins il importe de montrer à l'opinion publique que ce programme pourra s'appliquer seulement dans le cadre d'institutions véritablement démocratiques et républicaines rénovées.
Le régime politique qu'a institué le président Giscard d'Estaing comprend deux éléments essentiels : en premier lieu, les rapports établis entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif et d'autre part le mode de scrutin qui sert à élire l'Assemblée Nationale.
Le Président de la République choisit ses ministres qui ne sont que ses exécutants. En théorie, ils sont sous le contrôle de l'Assemblée Nationale, mais celles-ci ne dispose que de la lourde massue de la question, de la motion de censure et elle se gardera bien de l'utiliser, car elle vit sous la crainte de la dissolution.
Voilà quel est le régime.
Sans doute, Giscard d'Estaing a t-il dit qu'il voulait donner plus de liberté aux débats de l'Assemblée, mais il se réserve de tenir le compte qu'il veut des désirs exprimés par l'Assemblée. Certes, il y a actuellement la subordination de l'Assemblée Nationale, en fait, à la volonté du Président de la République.
Quelle est la solution qu'a donnée Giscard d'Estaing, après Pompidou, aux rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ? C'est la solution qu'il a donnée à une question qui est le nœud du problème, le nœud gordien suivant le titre d'un livre posthume de Pompidou qui vient d'être révélé au public, mais ils ont oublié l'un et l'autre la parole de Théophile Gautier, dans le Capitaine Fracasse, à savoir que malgré l'exemple illustre d'Alexandre Le Grand trancher le nœud gordien n'est pas le dénouer ! (vifs applaudissements)
Sur un autre plan, Giscard d'Estaing dans son message à l'Assemblée a osé invoquer le nom de Waldeck-Rousseau et celui de Léon Blum; Waldeck-Rousseau qui a donné à la France, la liberté syndicale et la liberté d'association appartenaient à cette génération de Républicains qui a établi la République parlementaire sur les ruines du Second Empire. Et quant à Léon Blum, si on se souvient des importantes lois sociales et économiques qu'il a promulgué, on doit se souvenir qu'il n'a cessé de mettre en garde les partis républicains contre le danger du césarisme.
Voilà, citoyens, ce que représente actuellement le régime donné, pratiqué, par Pompidou. Nous devons opposer à cette solution celle que propose le programme commun qui, lui, a véritablement dénoué le nœud gordien.
L'élément essentiel, c'est le contrat de législature.
Si ce contrat est rompu, alors le Président de la République a le choix entre deux solutions : ou de dissoudre l'Assemblée, ou de tenter un gouvernement de conciliation. Si celui-ci est renversé, alors la dissolution devient obligatoire.

Collection Jean Jaurès

Nous avons le droit de dire que nous avons établi un véritable équilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.
D'autre part, la base commune du régime, c'est le scrutin d'arrondissement. Oh ! Evidemment on en parle pas beaucoup, mais il parait qu'avant d'accorder son soutien à M. Chirac, le Président de la République lui a fait prendre l'engagement de maintenir le scrutin d'arrondissement. Vous voyez qu'eux attachent une grande importance à ce régime.
Or, outre les défauts du fonctionnement que nous avons maintes fois signalés, il y a un vice fondamentale : c'est son injustice. Sur ce point également, nous pouvons opposer la conduite du Parti : dans les couloirs de la Tour de Maine, j'ai rencontré Mitterrand et je lui ai dit : "On ne rencontre pas le Bon Dieu tous les jours... Je vous remets une note demandant qu'on dépose une proposition de loi avec un article unique établissant les principes de la réforme électorale". Et lorsque je suis arrivé le lendemain, c'est-à-dire la veille du second tour de scrutin, j'ai appris que la proposition de loi, avec cet article unique, avait été déposée. Et aussi important que soit son contenu les signatures, il y a celle de notre ami Mitterrand, que je remercie publiquement de son initiative, il y a celle de nos amis Defferre, président du Groupe, celle de Pierre Mauroy, représentant les Socialistes et il y a, ce qui est important, celle de notre ami Robert Favre, ce qui indique le ralliement des radicaux de gauche à ce système qui associe la représentation proportionnelle et le scrutin individuel.
Camarades, j'en ai terminé, je sais que j'ai épuisé mon temps de parole... Si nous avions opposé à la pratique gouvernementale celle que contient le programme commun, ainsi serait établie la 6ème République, véritablement démocratique et sociale, à la place du 3ème Empire ! (vifs applaudissements)

Le président - Vos applaudissements montrent assez que dans le Parti, il y en a aussi un peu pour les anciens et certainement Weil-Raynal en a été particulièrement touché. Je voudrais avant de donner la parole à Pierre Mauroy vous dire que nous avons reçu une adresse de sympathie de la part de la 3ème rencontre Socialiste grecque qui se tient aujourd'hui à Epinay et qui vous dit que les sociétés réunis espèrent que le Parti Socialiste français exercera son influence sur la politique française pour un changement d'attitude du gouvernement envers le gouvernement grec.
Vous serez certainement d'accord pour adresser l'expression de notre sympathie à nos camarades grecs dans le malheur.
(Applaudissements)
Je donne la parole à Pierre Mauroy pour vous faire les propositions du secrétariat en ce qui concerne la composition de la Commission des résolutions.

Pierre Mauroy
Voici les propositions du secrétariat, en accord d'ailleurs avec les responsables des divers courants :

La Commission est composée de 45 membres qui sont :

Denis Cépède - Yves Durand - Jacques Palassin -Jean Poperen - Robert Lussant

- Jean-Pierre Chevènement - Georges Sarre - Francis Le Blé - Maurice Blanc - Gilles Martinet - Bernard Parmentier - Marc Wolf - Didier Motchane - Pierre Guidoni - François Mitterrand - Pierre Mauroy - Robert Pontillon - Claude Estier - Lionel Jospin - Louis Mermaz - Pierre Bérégovoy - Dominique Taddéi - Georges Fillioud - Pierre Joxe - Gaston Defferre - Roger Fajardie - Nicole Questiau - Robert Verdier - Alain Savary - Henri Delisle - Teissere - Denise Cacheux - Boulloche - Charles Hernu - Marie-Thérèse Eyquem - Gau – Le Pensec - Letiat - Mellick - Percheron - Derozier - Salomon - Dayan - Hintermann –Neuwache.

Le président - Camarades, y a-t-il des propositions différentes ? Pas d'opposition ? Les propositions de Pierre Mauroy sont adoptées.
La Commission des résolutions va se réunir immédiatement salle 50, au même niveau.

Pierre Mauroy - Je pense que la Convention pourrait nous donner un mandat en ce qui concerne la durée de la Commission des résolutions. Il serait raisonnable de revenir pour 19 h ?

Le président - Tout le monde est d'accord ? Il en est ainsi décidé. La séance sera reprise à 19 h.
(La séance, suspendue à 18 heures, est reprise à 20 h 20)

Le président - La séance est reprise. La parole est à Pierre Mauroy pour le rapport de la Commission des résolutions.

Pierre Mauroy
Cher président, chers camarades, pour gagner du temps, je ne vais pas vous lire l'ensemble et reprendre ensuite paragraphe par paragraphe, je soumets à l'appréciation du président que l'on puisse prendre paragraphe par paragraphe cette résolution. Je crois que les paragraphes qui ont fait l'unanimité de la Commission ne poseront pas de problèmes, mais j'en préjuge peut être.

Le président - Y a-t-il des camarades qui désireraient faire voter sur certains paragraphes et qui s'opposent à ce que le vote ait lieu sur l'ensemble du texte que va lire Pierre Mauroy ?

Pierre Mauroy - Mais les paragraphes sont très distincts et ont fait l'objet de votes séparés de la Commission des résolutions, par conséquent je dois vous les soumettre paragraphe par paragraphe et, ensuite, il y aura un vote d'ensemble sur la totalité de la résolution.

Le président - Je demande, comme le texte n'est pas très long, qu'il en soit fait une 1ère lecture complète et, ensuite, on votera paragraphe par paragraphe.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy - Voici le texte : "La Convention nationale approuve l'action menée par les Organismes nationaux, conformément aux décisions du Parti... - ça c'est le quitus… "Elle adresse ses chaleureuses et amicales félicitations à François Mitterrand pour la campagne exemplaire qu'il a menée. Les représentants des fédérations associent ainsi tout le Parti à l'hommage rendu par le Comité directeur à celui qui simplement, le combat terminé, a repris, dès le lendemain, sa tâche de Premier secrétaire pour conduire les luttes prochaines au poste de responsabilité que le Parti lui a confié."
Cela a été adopté à l'unanimité.
L'élection présidentielle a créé une situation politique nouvelle. Un nombre sans cesse croissant de Français se détournent des illusions entretenues au cours de ces quinze dernières années et le pays a montré qu'il aspire au changement. Il est apparu clairement que la crise actuelle du capitalisme pose concrètement le problème de la survie d'un système économique et politique périmé. La Droite n'a plus de réserves et déjà des contradictions et des conflits d'intérêts surgissent dans la nouvelle majorité. Mais elle ne manquera pas de présenter une politique d'apparence libérale, masquant tout à la fois la réalité de la crise économique et sociale et la nature réelle du régime avec son fondement essentiel le pouvoir du capitalisme bancaire et industriel.
Cela a été adopté à l'unanimité.
"Le scrutin du 19 mai constitue pour la Gauche un progrès sans précédent. La preuve en est acquise, la Gauche française ne vaincra que dans l'unité et la prochaine victoire sera fonction de l'ampleur de l'union réalisée sur des fondements plus solides encore. Le Parti Socialiste a toujours considéré qu'il n'y avait pas de contradiction entre les orientations fondamentales du programme commun et la perspective de l'autogestion. La situation actuelle est, pour le Parti, un encouragement à prendre de nouvelles initiatives. Celles-ci auront pour but d'élargir l'union de la Gauche dont la stratégie est confirmée avec éclat sans perdre de vue que le renforcement du Parti en conditionne le succès. La Gauche se trouve aux portes du pouvoir, elle doit s'organiser et se battre dans cette perspective afin d'entreprendre la construction au Socialisme".
Unanimité.
"La Convention nationale enregistre avec satisfaction l'afflux d'adhérents qui entraîne un important développement du Parti et approuve les dispositions prises par le Bureau exécutif pour assurer leur accueil et leur formation".
Unanimité aussi.
Le paragraphe suivant est en 2 parties.
"La Convention nationale approuve les propositions du Bureau exécutif dans la logique de l'appel lancé par François Mitterrand à l'issue du Comité directeur du 25 mai qui ont notamment pour objet de répondre aux prises de position du P.S.U., de nombreux responsables C.F.D.T. et des autres signataires de l'appel du 11 Juin parmi lesquels des militants syndicalistes et des animateurs de mouvements sociaux."
Adopté à la majorité, 1 voix contre et 1 abstention, les autres voix étant pour.
Deuxième partie : "Elle souhaite que ces initiatives facilitent la venue en plus

grand nombre encore d'hommes et de femmes des divers secteurs de la Gauche Socialiste et notamment de militants C.F.D.T., que C.G.D.T., F.E.N., P.O., et Membres d'organisations agricoles".
Cela a été adopté à l'unanimité.
"Enfin, la Convention exprime ainsi la volonté propre du Parti Socialiste de s'ouvrir à tous ceux qui se sont reconnus dans le combat mené autour de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle et à participer à son action".
Unanimité.
"Elle approuve notamment le projet d'assises du Socialisme qui pourraient se tenir en septembre et seront l'occasion pour tous les Socialistes de faire le point sur le projet de société qu'ils ont l'ambition de définir. La Convention nationale mandate respectivement le Bureau exécutif et le Comité directeur pour désigner les délégués et déterminer leur mandat".
Adopté à la majorité, avec 27 voix pour, 12 voix contre et 2 abstentions.
Une Convention nationale appréciera les résultats de ces travaux (il s'agit des assises du Socialisme) Le Congrès ordinaire de 1975. dont la date sera avancée, permettra de franchir la dernière étape de l'union des Socialistes et de hâter le moment de l'inéluctable victoire de la Gauche en France".
Unanimité.
"En ce qui concerne la Convention sur l'autogestion, on confirme les décisions du Parti. Par conséquent, on en respecte le calendrier qui avait été prévu.

Le président - Je remercie Pierre Mauroy de son rapport et je vais demander maintenant s'il y a des amendements à ce texte ?
Didier Motchane - Je voudrais faire une rectification : le vote que Pierre Mauroy vient de mentionner : 27 pour, 12 contre et 2 abstentions ne portaient pas sur le texte qu'il a lu, qui a été voté, il portait sur un amendement à ce texte qui consistait à rajouter à l'objet de la Convention. Projet de Société et transitions Socialistes.

Gilles Martinet - C'est exact.

Didier Motchane - Il s'agissait de rappeler que la discussion d'un projet de société ne devait pas faire l'objet d'un "dialogue idéologique", mais devait partir des problèmes concrets de l'application du programme commun et de ce que la Gauche unie aurait à faire quand elle serait au pouvoir.

Pierre Mauroy - Je me félicite de cette observation. L'amendement présenté devant la Convention par Chevènement, lui, a été repoussé.
Le président - Il n'y a donc pas d'amendement.
Y-a-t-il une demande de vote par divisions ?

Robert Lussant
J'ai conscience du fait qu'il est tard et que les camarades ont envie de partir... comme ceux qui l'ont déjà fait. Je veux dire qu'en ce qui concerne, nous avions

Fondation Jean Jaurès

de graves réserves sur le processus engagé qui ne nous semblait pas être le meilleur. Ce processus pouvait être compensé comme l'avait demandé ce matin Jean Poperen dans son intervention et comme d'ailleurs Mauroy y faisait allusion dans son rapport, par un élargissement à la base à l'occasion de la préparation des assises aux niveaux local et départemental. Mais, le calendrier accéléré, qui a été fixé, réduit les assises à une discussion de sommet. Il nous semble que c'est regrettable et ce sera la raison de notre abstention, comme devant la Commission des résolutions, sur la dernière partie qui fixe l'échéancier et qui fait des propositions.

Le président - Je suis donc saisi d'une demande de vote par divisions entre, d'une part, toute la première partie du texte et le dernier alinéa qui fixe l'échéancier. Si vous êtes d'accord, c'est ainsi que nous allons procéder pour le vote.

Pierre Mauroy - Je n'ai pas à être d'accord, je m'incline devant les décisions souveraines de la Convention.

Le président - Dans ces conditions, je mets aux voix la totalité du texte moins le dernier alinéa. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien le manifester en levant la main.
Avis contraires ? Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Je mets maintenant aux voix le dernier alinéa du texte fixant l'échéancier.

Pierre Mauroy
Je le relis : "La Convention nationale approuve notamment le projet d'assises du Socialisme qui pourrait se tenir en septembre et seront l'occasion, pour tous les Socialistes, de faire le point sur le projet de société qu'ils ont l'ambition de définir.
La Convention nationale mandate respectivement le Bureau exécutif et le Comité directeur pour désigner les Délégués et déterminer leurs mandats.
Une Convention nationale appréciera les résultats de ces travaux. Le Congrès National Ordinaire de 1975, dont la date sera avancée, permettra de franchir la dernière étape de l'union des Socialistes et de hâter le moment de l'inévitable victoire de la Gauche en France.

Le président - Vous avez entendu les propositions de la Commission des résolutions. Je demande à ceux qui sont partisans d'adopter ce texte de le manifester en levant la main avec le bulletin rosé.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
9.
L'ensemble du texte est donc adopté par l'unanimité moins 9 abstentions.

Fondation Jean-Jaurès

Nous sommes ainsi parvenus à la fin de nos travaux. Je remercie le rapporteur de la Commission des résolutions et comme il est très tard, je limiterai mes observations de président à vous remercier, à nous excuser de vous avoir fait attendre et à vous souhaiter un bon retour.

Coll. Fondation Jean-Jaurès